

#003404  
ST 1669

COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

GROUPE DU PORTE-PAROLE  
ET DIRECTION GÉNÉRALE  
DE L'INFORMATION

....., le .....

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

4/81-PA/

- Numéro d'archives: ST 1669

- Titre:

Assemblée consultative ACP - CEE.

- Source:

Luxembourg, Plateau de Kirchberg, 28-30 septembre 1981.

- Résumé:

= CCE. - 16mm. Neg. 22 min 30. - Syne (18 min).  
BR (1h 05). - en, fr.

6<sup>ème</sup> session. Discours d'ouverture de Mme Veil (4 min 35) et de M. Muna (1 min), co-présidents de l'Assemblée. Discours de M. Hurd (5 min 24), ministre adjoint aux affaires étrangères et au Commonwealth du Royaume-Uni. M. Pisani, membre de la Commission des CE, chargé du développement, pendant son discours.

- Classification:

Veil, S. (PE-Fra); Muna, S. (Cnr); Hurd, D. (RU)  
Pisani, E. (CCE-Fra); 14.1.3.1; 15.2.4;  
20 ACP

## SUCCESSION DES PLANS

ST 1669

N°	SEC.	DESCRIPTION DES PLANS
1	4'35	Vue générale de l'hémicycle. Rue VEIL
2		et Mr. MOYNA s'installent.
3		SPEECH de Rue VEIL. Plans de coupe de
4		l'assemblée.
5		
6	1'00	SPEECH de Mr. MANA.
7		
8	8'05	SPEECH de Mr. PISANI (non synchrone ;
9		problèmes de pilote). Plans de coupe de l'assemblée.
10		
11	3'46	Divers plans des membres A.C.P. discutant
12		entre eux dans l'hémicycle et Plans
13		général de l'hémicycle.
14		
15	5'24	SPEECH de Mr. HURD.
16		
17	<u>22'20</u>	
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		

Observations :

Date : 4.12.81

Paraphe :

M

Titre provisoire :

Assemblée consultative CCE/ACP

Lieu de tournage :

LuxembourgDate : 28/30 - 1/81Origine : CCE

©

MATÉRIEL DE BASE										BOÎTE N°
Image	(16)	35	(Neg)	Rev	CRI	Intneg	Pos	N&BL	Min: 22'20	1
Son	Muet	(sync)	Dial: ANGLAIS		Min :		Amb Min :			
	(Sepmag 16		17,5	Min:	Commag Min :		(BL)	Min: 14 05'		
Observation : <u>18'</u>										
MATÉRIEL ADDITIONNEL			Boîte n°	Min	MATÉRIEL ADDITIONNEL			Boîte N°	Min	
1 POSITIF			2	22'20						
+ 1 SON				18'						
Observation										

N° de fiche : .....

N° d'archives : .....

Titre : .....

Source : .....

Résumé : .....

Classification : .....

- 0.001) identification 1 doigt
- 0.03 ② Ouverture de la séance Veil - Duma  
(clap fin non référencé) clap fin
- 1.03 ③ Discours Veil (1<sup>er</sup> extrait)  
clap fin non référencé
- 1.29 ③ identification 2 doigts  
discours Veil (2<sup>em</sup> extrait)  
clap fin référence : trois doigts
- 2.54 ④ assistance plan moyen  
photographie  
hémicycle plusieurs plans
- 4.07 ⑤ discours Veil (~~2<sup>em</sup>~~ extrait)  
référence 7 doigts
- 5.17 ⑥ hémicycle : affaiblissement  
→ clap 7 fin -
- 5.20 ⑦ Discours Duma  
pas de clap  
Madam President. ....  
..... session of ACP/EEC  
pas de clap.  
President, Your excellencies ---  
..... Vanuatu  
1 pour Duma  
— son seul .....  
There is the will .....  
fully implemented  
2 pour Duma  
As I indicated earlier ---
- 5.45 ⑧ Discours Duma  
clap 1 doigt
- 6.20 ⑨ Discours Duma  
clap 2 doigts
- 6.46 ⑩ Discours Duma  
Voile à 7.54 pas de clap

- ⑪ 8.15 Discours Pisani Plan moyen  
pas de clap
- ⑫ 8.32 Pisani Plan moyen et zoom arrière  
à 9.00  
clap 2 doigts - Synchrone
- ⑬ 10.03 main de Pisani  
public
- ⑭ 10.25 Pisani (tout l'hémicycle) et zoom avant  
pas de clap -
- ⑮ 11.25 Pisani (Plan Général)  
plan interrompu à 11.40  
pas de clap
- ⑯ 11.48 Pisani (Plan Général)  
pas de clap
- ⑰ 11.50 Pisani (Plan + xmi)
- 18 12.08 Amorce noire
- ⑱ 13.53 hémicycle : interruption séance  
clap à 14.10  
différents plans à l'intérieur de l'hémicycle  
dont certains synchrones - une Foch  
hémicycle - approfondissement
- 20 17.29 Hurd  
clap sans référence
- 21 18.08 Hurd  
clap référence 2 doigts

19.05 hemicycle (2 plan)  
Veil

19.30 Hurd (interruption)  
clap 3 doigts

20.21 Hurd  
clap 4 on 5? doigts

20.59 Hurd  
clap 4 on 5? doigts

21.30 Hurd  
clap 6 doigts

22.49 Hurd  
clap 8 on 7?

23.03 Hurd  
clap 17 doigts

24.03 Hurd  
clap 9 doigts

24.27 chet Bohu  
hemicycle - Veil constant - Hurd constant

25.06 Discours Veil (Voile)  
clap 4 doigts

26.03 Veil (Voile)  
clap 5 doigts

2A.03 Veil (voile)  
pas de clap

2A.39. chg. de bobine

27.45 Pisani a dirige vers pupile  
et parle 1<sup>er</sup> extrait (pas de clap)

28.21 Pisani  
clap 1<sup>er</sup> doigt) synchrone

28.22 Pisani

33.07 fin bobine pas de clap



## COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

N° de PRODUCTION : .....

GROUPE DU PORTE-PAROLE

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, Bruxelles 1049 - tél. 736 60 00

## RAPPORT DE TOURNAGE

- Montage - Archives -

Sujet : Assemblée Consultative CEE/ACPDate : 28/10-9-81 Lieu : LUXEMBOURGRéalisateur : JPA Images : G.H Son : J.H Lumière : Loca

Couverture extérieure : \_\_\_\_\_

Pellicule utilisée : K 2247 Longueur : ± 300 m Développement : N

Son : Bande-Cassette-Pisté Vitesse 9.5 - 19 - 38 cm/sec Fréq. Sync. : 50-60 Hz

Documentation jointe : P.V de Seance - Liste Participants - Plan HémicycleTEXTES DISCOURS 1) VEIL 2) MUNA 3) HURD 4) PISANI

N° Bob Image	Description complète des plans	N° Bob Son
	Veil introduit la séance Discours Veil 6 extraits synchrones (voir Texte) (pdt PE)	Sync Sync
	Discours Muna 6 extraits synchrones (voir Texte) (pdt ACP).	
	Discours Hurd 9 extraits synchrones (voir Texte) (pdt Conseil) att: texte différent d'allocation! voir avec JPA pour montage -	
	Discours Pisani : pause de caméra et de (Commissaire CEE) synchronisme.	
	entre les phrases des discours divers plans de plan de coupe de l'hémicycle	

Observations techniques :

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur : \_\_\_\_\_ Images : \_\_\_\_\_ Son : \_\_\_\_\_ Lumière : \_\_\_\_\_

# COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

N° de PRODUCTION : .....

GROUPE DU PORTE-PAROLE

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, Bruxelles 1049 - tél. 736 60 00

## RAPPORT DE TOURNAGE

- Production

Sujet : Assemblée Consultative CCE / ACP

Date : 28/05-09-81 Lieu : LUXEMBOURG

Réalisateur : JPA Images : G.H. Son : J.H. Lumière : Loca

Couverture extérieure :

Pellicule utilisée : W 1247 Longueur : ± 300 m Développement : N

Son : Bande-Cassette-Pisté

Vitesse 9.5 - 19 - 38 cm/sec

Fréq. Sync. : 50-60 Hz

Documentation jointe : PV de Séance - Liste Participants - Plan Horaire de

TEXTES DISCOURS 1) VEIL 2) MUNA 3) HURD 4) PISANI

N° Bob Image	Description complète des plans	N° Bob Son
	Veil introduit la séance	
	Discours Veil 6 extraits synchrones (voir Texte) (pdt PE)	Sync Sync
	Discours Muna 6 extraits synchrones (voir Texte) (pdt ACP)	
	Discours Hurd 9 extraits synchrones (voir Texte) (pdt Conseil) <i>at: texte différent d'absorption! voir avec JPA</i> <i>1 seu montage -</i>	
	Discours Pisani : panne de caméra et de (Commission CCE) synchronisme.	
	entre les phrases des discours divers plans de plan de coupe de l'hémicycle	

Observations techniques :

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur :

Images :

Son :

Lumière :

*[Signature]*

## COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

N° de PRODUCTION : .....

GROUPE DU PORTE-PAROLE

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, Bruxelles 1049 - tél. 736 60 00

## RAPPORT DE TOURNAGE

- Montage -

Sujet : Assemblée Consultative CEE/ACPDate : 28/10-9-81 Lieu : LUXEMBOURGRéalisateur : JPA Images : G.H Son : J.H Lumière : loca

Couverture extérieure :

Pellicule utilisée : K 2247 Longueur : ± 300 m Développement : N

Son : Bande-Cassette-Pisté

Vitesse 9.5 - 19 - 38 cm/sec

Fréq. Sync. : 50-60 Hz

Documentation jointe : P.V de Seance - Liste Participants - Plan HémicycleTEXTES DISCOURS 1) VEIL 2) MUNA 3) HURD 4) PISANI

N° Bob Image	Description complète des plans	N° Bob Son
	Veil introduit la Seance	Sync
	Discours Veil 6 extraits synchrones (voir Texte) (pdt PE)	Sync
	Discours Muna 6 extraits synchrones (voir Texte) (pdt ACP).	
	Discours Hurd 9 extraits synchrones (voir Texte) (pdt Conseil) att: texte différent d'allocation! voir avec JPA pour montage -	
	Discours Pisani : pause de camera et de (Commissaire CEE) synchronisme.	
	entre les phrases des discours divers plans de plan de coupe de l'hémicycle	

Observations techniques :

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur : Images : Son : Lumière :

ST. 1669

ASSEMBLEE CONSULTATIVE A.C.P. - C.E.E.

---

Luxembourg, le 29 septembre 1981

Discours de Monsieur Edgard PISANI  
Commissaire au Développement.

---

Les exigences d'un emploi du temps, à certains égards inhumain, me conduisent à ne faire ici qu'une apparition entre deux réunions de la Commission, qui par la volonté du Conseil et à la demande du Parlement Européen, se consacre à l'élaboration de ce que l'on appelle, la réponse au Mandat.

Je demande à chacun de bien vouloir pardonner le caractère un peu éphémère de ma présence, je le regrette moi-même beaucoup.

Le propos que je tiendrai ce matin, ayant déjà eu l'occasion de prendre la parole devant le Comité paritaire, sera essentiellement politique. Mais vous verrez apparaître, ici ou là, des éléments de réponse aux trois rapports que j'ai lus avec un extrême intérêt et dont les auteurs étaient précisément Monsieur Chasle, Monsieur Insanally et Monsieur Ferrero.

La Convention de Lomé, dont nous sommes ensemble les exécutants, les gardiens, mais aussi ceux qui sont chargés de la renouveler, est à la fois un document exemplaire et une esquisse. C'est un document exemplaire dans la mesure où il

a fondé sur le contrat et sur la gestion concertée l'intervention de pays riches dans l'effort que des pays pauvres font pour leur propre développement. La sécurité dans les moyens d'intervention financiers, la prévisibilité, donc la capacité pour les Etats ACP de fonder leur propre développement sur un élément connu et non contestable, la capacité pour ces Etats de choisir eux-mêmes leurs projets plutôt que d'autres, leurs priorités plutôt que d'autres, font que cette Convention n'a pas eu d'égale dans le monde et qu'elle mérite, dans cet esprit, d'être prolongée.

Mais elle est aussi une esquisse, comme toute oeuvre humaine qui a pour objet de s'adapter à une réalité qui change, et nous avons le devoir, tout en la gérant comme il convient, de la renouveler incessamment. Ayant soin de ne jamais abandonner les exigences de la gestion dans la perspective du changement, gérer, approfondir la gestion et préparer l'évolution, sont nos tâches communes.

Mais autre remarque. La Convention de Lomé lie à l'Europe communautaire un certain nombre de pays dont le plus grand nombre est situé en Afrique, dont d'autres sont des îles des Caraïbes ou du Pacifique. Et si nous avons le devoir de considérer nos interlocuteurs comme un ensemble cohérent, nous avons aussi le devoir de prêter attention à la différence qui existe entre eux. Rien ne serait plus absurde que de les diviser, rien ne serait plus dangereux que de les assimiler. Il nous faut à la fois gérer de façon cohérente l'héritage dont nous sommes les gardiens et adapter les interventions à la réalité de chacun. Mais ce qui est vrai à l'échelle de l'ensemble ACP est vrai aussi à l'échelle de l'Afrique puisqu'aussi bien à l'intérieur même de l'Afrique, les différences sont substantielles qui doivent être reconnues et prises en compte.

Je sais que ce faisant, je cours le risque d'être accusé de vouloir diviser les pays du tiers monde. Et, sous le prétexte de tenir compte de leur réalité, de ne pas tenir compte de leur solidarité. Je veux sur ce point être d'une clarté aussi grande que possible.

Nous considérons que le tiers monde constitue politiquement une entité solidaire qui, dans le débat pour l'organisation du monde, tend à tenir le même discours, exprime les mêmes exigences, les mêmes ambitions. Mais il faut, en même temps que nous soulignons cette unité, savoir que sur le plan technique, sur le plan économique, en matière d'intervention, l'efficacité nous commande une adaptation.

Mais je veux dire aussi que la Convention de Lomé ne constitue pas le seul élément de relation extérieure que la Communauté Economique Européenne entretient avec le tier monde. La Communauté Economique Européenne a noué avec un certain nombre d'autres pays des relations privilégiées, qu'il s'agisse de pays de la Méditerranée avec lesquels elle a signé des protocoles financiers, qu'il s'agisse de pays en voie de développement non associés auprès desquels elle intervient parfois pour les seconder dans leurs propres efforts.

Ainsi, la Convention de Lomé doit-elle être située comme un élément exemplaire, comme un élément perfectible, comme l'un des éléments de la stratégie globale que la Communauté Economique Européenne développe pour camper sa silhouette au travers du monde, pour intervenir pour un meilleur ordre du monde.

La question se pose alors de savoir, sur le plan politique très précisément : dans quel monde sommes-nous ? de quelle Europe s'agit-il ? et pour quelle Afrique, sommes-nous préoccupés ? Je ne veux pas cacher que l'analyse que nous faisons de la situation internationale n'est pas souriante et que les sujets d'inquiétude sont aujourd'hui plus graves que les sujets de satisfaction. Qu'il s'agisse des points chauds qui semblent se multiplier et dont aucun ne semble connaître un atédissement. Qu'il s'agisse du fonctionnement même des relations internationales. Qu'il s'agisse des relations que les puissances entretiennent entre elles, le monde est, pour nous, objet de préoccupation. Et si le dialogue Nord-Sud est apparu pendant un temps comme étant le thème majeur de la relation internationale,

il nous faut admettre aujourd'hui, que le dialogue Nord-Sud est comme marginalisé par rapport aux craintes que suscite l'affrontement toujours menaçant, l'opposition sans cesse grandissante entre les pays de l'Est et de l'Ouest. Et force nous est de constater qu'alors le dialogue Nord-Sud semblait constituer l'élément essentiel de nos préoccupations, les résultats que nous avons obtenus ont été médiocres. Quels seront-ils désormais, alors que le dialogue Nord-Sud n'est plus le centre de notre angoisse, le centre des préoccupations du monde tel que nous le vivons. Les conférences récentes, qu'il s'agisse de celle de Nairobi, de celle de Paris ; les conférences qui s'annoncent, qu'il s'agisse de celle de Cancun ou de l'Assemblée annuelle des Nations-Unies, ont été l'objet de discussions interminables portant plus sur les procédures que sur la substance. Si la Communauté Economique Européenne ne s'y est révélée solidaire et si les pays du tiers monde ont maintenu solidairement leur position, les conclusions auxquelles ces conférences sont arrivées sont décevantes et rien ne nous laisse espérer que dans un avenir très prochain, les choses évolueront positivement. Mais ce monde, par quoi est-il caractérisé ? Il est en fait caractérisé par une dérégulation générale. Au lendemain de la guerre, dans le cadre de Bretton Woods où un certain nombre de règles du jeu ont été fixées, dont le résultat peut être apprécié diversement : positivement à certains égards, négativement à d'autres. Mais pendant 20 ans ou 25 ans, le monde a connu une croissance constante dans le cadre d'un système monétaire stable. Depuis lors, depuis 10 ans maintenant, le monde ne connaît plus de croissance, le monde n'a plus de système régulateur. Or, un monde sans croissance et sans régulation est plus cruel aux pays les plus pauvres qu'il ne l'est aux pays riches. De surcroît, ce monde, est entré dans une phase d'instabilité stratégique menaçante, de surcroît ce monde a vu se rouvrir un conflit idéologique redoutable dont l'avenir portera peut-être la trace.

Je crois donc qu'entre les moments où les conventions de Yaoundé puis les conventions de Lomé ont été conçues et la date à laquelle nous sommes aujourd'hui, le monde auquel nous appartenons a profondément changé. C'est par rapport à cette situation nouvelle qu'il faut tenter de définir des orientations, qu'il faut tenter aussi de reforger les volontés initiales.

L'Europe étant en crise, l'Europe connaît-elle une situation meilleure ? Je ne sais pas si l'on me pardonnera les propos que je vais tenir. Mais pourquoi ne les tiendrais-je pas alors que je vis quotidiennement la difficulté que l'Europe a d'être elle-même.

Voici quelques mois, quelques années à peine, le Conseil Européen constatant un certain nombre de difficultés d'ajustement, a confié à la Commission des Communautés le soin de répondre à un Mandat abordant la redéfinition, la remise à jour de la Communauté à partir de perspectives budgétaires. Dans une première réponse, la Commission a indiqué quelques linéaments de solution, puis elle s'est remise au travail pour approfondir son propos et il apparaît à l'évidence que la mise au point d'une seconde réponse à ce Mandat constitue pour la Communauté une tâche redoutable. Il est clair que la définition d'une nouvelle politique agricole commune, dans la perspective de l'élargissement et dans le respect des engagements que la Communauté a pris à l'égard de pays tiers, par exemple les pays en voie de développement, il est clair que la définition d'une nouvelle politique régionale, d'une politique énergétique, d'une politique de la recherche, d'une politique industrielle, toutes conditionnées par la redéfinition de la politique agricole, se heurtent à des obstacles redoutables dont le plus redoutable n'est pas la limitation budgétaire, mais peut-être le manque de volonté politique. Et je mentirais aux pays qui représentent ici l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, si je ne leur disais pas que l'Europe qu'ils ont en face d'eux n'est plus l'Europe d'il y a 20 ans, sûre de son destin, fière de sa construction, assurée de ses progrès. L'Europe à laquelle vous avez à faire est une Europe qui s'interroge sur elle-même, à la fois parce que sa croissance est insuffisante, parce que le chômage y est très fort, parce que les engagements qu'elle a pris vont peut-être au-delà des moyens qu'elle veut se donner. Ainsi le dialogue ACP/CEE n'est pas ce qu'il était et il faut en tenir compte, si on veut être objectif et savoir l'avenir que l'on veut construire. L'Europe n'est plus ce qu'elle était et elle ne sait peut-être pas encore exactement ce qu'elle veut être et ce qu'elle sera.

Je voudrais maintenant, faisant ce tour d'horizon, m'interroger sur la réalité de l'Afrique. Si je ne parle pas en détails du



problème des Caraïbes et du problème du Pacifique, ce n'est point qu'ils sont absents de mon esprit c'est parce que, finalement, la réalité la plus massive de cet ensemble ACP ici représenté, est constitué par l'Afrique. Et en définitive, les problèmes posés par le Pacifique ou les Caraïbes, peuvent être déduits d'une certaine façon, avec tous les ajustements nécessaires, de ce que nous pouvons dire sur la réalité africaine. L'Afrique est un continent menacé. Ainsi donc le destin aura voulu, si je reviens un instant en arrière, que l'Europe, l'un des continents les plus menacés, s'associe avec l'Afrique, continent menacé, pour construire avec elle un destin acceptable.

Pourquoi l'Afrique est-elle un continent menacé ? D'abord parce que comptant aujourd'hui 400 millions d'habitants elle en comptera 800 millions à la fin du siècle et que parallèlement 25 à 30 millions d'hectares aujourd'hui productifs de denrées alimentaires auront été transformés en désert. Parce que le taux d'auto-suffisance alimentaire de l'Afrique, déjà critique il y a 10 ou 20 ans, le sera bien davantage dans 20 ans. L'Afrique dépendra, dans 20 ans, pour près de la moitié de sa subsistance d'importations qu'elle n'est pas sûre de pouvoir payer.

Pourquoi en sommes-nous là ? Et pourquoi n'avons-nous pas su ou n'avons-nous pas pu, dans le passé, porter remède à cette situation ? Ce n'est pas que nous ayons compté nos efforts, ce n'est pas que les pays eux-mêmes d'Afrique n'aient pas entrepris un effort à certains égards méritoire, c'est que peut-être inhabiles dans notre analyse et maladroits dans nos comportements, nous n'avons pas toujours ajusté notre effort, et les pays d'Afrique n'ont pas appliqué leur priorité aux problèmes qui étaient les plus urgents et les plus immédiatement solubles. Il est clair que l'Afrique s'est laissée prendre au mirage de l'industrialisation avant de résoudre le problème élémentaire de l'agriculture et de l'alimentation. Il s'en est suivi une série de désordres tels que la diminution de la capacité alimentaire, mais aussi l'urbanisation qui agglutine dans les mêmes lieux des bouches à nourrir alors que se vident progressivement les arrières-pays desquels devait provenir la subsistance.

Dé surcroît, il faut prendre en compte l'agglutinement dans les villes d'une quantité considérable de personnes, de familles avec un taux démographique dément ; d'ailleurs le rapport Ferrero souligne que le taux de croissance démographique est de 10% dans certaines villes alors qu'il n'est pas de 2% dans les campagnes. Cet agglutinement a eu un effet complémentaire : l'adoption dans ces pays de modèles de consommation et bientôt des modèles de production qui ne pouvaient pas répondre aux besoins de ces pays dans l'état qui était le leur.

Pardonnez-moi ce tableau, mais pourquoi participant avec d'autres, avec vous, à la responsabilité de l'analyse puis de la solution de ces problèmes, je ne viendrai pas vous dire, la première vue que j'ai prise du domaine qui est le nôtre.

Est-ce que cela comporte critiques à l'égard de ceux qui avant nous ont combattu contre le mal qu'il s'agit de vaincre. Je jure et je jure de toute la force de ma conviction, qu'à aucun instant l'analyse que je viens de faire ne comporte de critiques à l'égard des hommes. J'ai pour mes prédécesseurs, pour Claude Cheysson en particulier, j'ai pour mon administration, la Direction générale VIII, j'ai pour les hommes politiques d'Afrique qui se battent, j'ai pour les experts qui cherchent, une profonde considération. Ils ne pouvaient pas imaginer quelle serait l'évolution du monde. Mais maintenant que nous savons ce qu'elle est, il nous faut adapter notre politique. Et je crois que notre première tâche est de nous interroger pour savoir qu'elle est la définition que nous pouvons donner du terme de développement.

Quelle articulation établir entre nos modes d'intervention : aide au développement et aide alimentaire. Quel est en définitive, le rôle que chacun d'entre nous peut jouer dans ce combat qui n'est pas désespéré, qui est seulement dramatiquement difficile et qui commande l'avenir de chacun de nos pays, mais aussi l'avenir de l'humanité entière.

L'analyse que je vais faire révélera deux certitudes.

La première c'est que l'intervention de l'Europe en Afrique, dans le Pacifique et les Caraïbes, est à la fois une intervention intéressée et désintéressée. Si elle n'était qu'intéressée, elle serait indigne, si elle n'était que désintéressée, elle serait sans lendemain. C'est dans la mesure où nous intervenons dans ces pays à la fois parce que nous y avons intérêt mais aussi parce que nous ressentons la solidarité, que le système que nous construisons et que nous gérons a quelque chance d'être efficace et durable. Je ne crois pas à la charité durable des Nations et des Etats. Je ne crois pas à l'efficacité suffisante des interventions généreuses. Je ne crois pas non plus à la capacité de l'intérêt seul, à résoudre les problèmes du monde.

Qu'est-ce que le développement ? Et on me permettra ici en m'excusant, de me référer à une image tirée de la philosophie platonicienne. Quel a été le grand apport de Socrate à l'histoire de la pensée humaine ? Il a été ce qu'il est convenu d'appeler la maïeutique. La maïeutique, c'est-à-dire l'art de permettre à l'autre de se connaître lui-même et se connaissant lui-même, de devenir l'égal du premier. Il y a dans la maïeutique un principe fondamental qui est le respect de celui qui sait pour celui qui ne sait pas encore parce qu'il est homme. Il y a dans la contribution des hommes développés au développement des autres, l'affirmation fondamentale que le développé considère l'autre comme son égal et veut lui donner les moyens de cette égalité. L'approche consistant à considérer que cette égalité ne se réalisera pas sont l'une et l'autre absurdes. Il y a l'affirmation fondamentale d'une égalité potentielle qu'il reste à construire et donc d'une égale respectabilité de l'un et de l'autre. Respecter l'autre, lui demander de se connaître lui-même, c'est d'abord renoncer à lui imposer un modèle de développement. C'est lui donner les moyens de se découvrir lui-même, c'est-à-dire à la fois ses besoins et ses ambitions, ses capacités et ses rêves, ses impossibilités et ses volontés. Or en dépit de nos affirmations, nous n'avons pas toujours réalisé ce propos. Et nous ne l'avons pas réalisé à la fois par

orgueil ou par indifférence, par ignorance, mais aussi peut-être par erreur de méthode. Nous avons approché le développement des pays en voie de développement, parce que nous avons appelé les projets. En définitive, nous avons essayé d'isoler dans leur réalité des problèmes aussi semblables aux nôtres que possible pour leur apporter des réponses aussi semblables aux nôtres que possible. Et cela flattait tout le monde. Cela donnait lieu à l'intervention de bureaux d'études très savants, à des proclamations, à la pose de la première pierre, à inauguration, cela donnait lieu à toute cette comédie humaine que nous connaissons bien et dont nous sommes des acteurs tout à tour amusés et complices.

Je ne dis pas que l'approche par projets n'a pas sa vertu. Je ne dis pas que finalement l'autre approche, celle dont nous allons parler, n'aboutira pas à la mise au point de projets. Je dis que le projet ne peut pas être isolé. Il n'est que le mode d'expression d'une vision globale, du devenir d'un peuple. Et déjà depuis deux ou trois ans apparaît ici ou là dans la littérature spécialisée le concept de stratégie globale, stratégie énergétique globale, stratégie alimentaire globale. Dans ce cadre l'apport extérieur peut devenir utile car il contribue à la construction d'une réalité intégrée et non pas à l'inauguration d'un chantier qui risque de devenir demain une cathédrale vide.

Je reviens à mon propos sur la stratégie alimentaire. Il est clair que pour l'Afrique, la croissance démographique d'une part, le ralentissement ou la stagnation de la production alimentaire d'autre part, font que le niveau d'auto-satisfaction sera moins qu'il n'est alors qu'il est déjà moindre qu'il n'a été.

Et dans ces conditions, la question se pose de savoir quel effort il est possible d'accomplir pour lutter contre cette dégradation et dans quel cadre. Il y a d'abord le problème de l'affrontement entre les grands projets et les micro-projets, entre les oeuvres de travaux publics et les aménagements intégrés. Sur ce point, je

crois que l'arbitrage est désormais assez clair. S'il est vrai que là ou ailleurs, les grands projets sont nécessaires, il est d'abord vrai qu'il faut donner à l'agriculteur, là où il existe, là où il avait l'habitude de travailler sur cette terre qu'il connaît, les moyens de mieux vivre et de mieux produire, de mieux subsister. Il est vrai que l'organisation des agriculteurs, pour qu'ils constituent entre eux des moyens de stockage, qu'ils créent entre eux des moyens de vulgarisation que peut-être demain ils développent entre eux des moyens de commercialisation. Tout cela constitue désormais l'oeuvre prioritaire. Il est clair que cette oeuvre est moins spectaculaire, plus difficile, plus consommatrice du temps de l'homme, mais il est clair qu'un développement qui n'entraîne pas une population entière dans le progrès mais seulement quelques bénéficiaires que l'on installe sur un périmètre d'irrigation, n'est pas tout à fait un développement. Et c'est dans cette perspective d'une stratégie alimentaire concernant l'ensemble du peuple rural, l'ensemble du système de production, l'ensemble des terres maîtrisables, que se situe l'avenir du développement. Parallèlement à ce travail, la programmation, la planification nationale, la stratégie alimentaire nationale exigent d'autres décisions souvent difficiles à prendre. Il y a parfois, souvent contradiction entre l'effort d'investissement et de production que l'on fait d'un côté et la politique des prix que l'on suit de l'autre.

Il y a parfois, il y a souvent contradiction entre l'effort de production que l'on met en place et l'absence de système commercial que l'on développe. Avoir une stratégie alimentaire, c'est faire progresser le tout du même pas, afin que la politique des prix ne détruise pas l'oeuvre d'investissement.

Faudra-t-il citer des pays dans lesquels tel périmètre d'irrigation a eu pour résultat essentiel de favoriser le marché noir aux frontières. Faut-il citer tel autre pays dans lequel l'investissement massif a eu pour résultat de favoriser ce qu'en langue anglaise on appelle les "land Lords" au détriment des paysans les plus pauvres.

Faut-il rappeler que la révolution verte dont on a fait tant de cas, et qui a valu un prix Nobel à celui qui en était l'inventeur technique, a provoqué des catastrophes sociologiques et économiques dans un certain nombre de pays, faute d'avoir été maîtrisée comme un phénomène global.

Si nous ne parvenons pas, dans cet effort de maîtrise dont je parlais tout à l'heure, à faire en sorte que ces apports extérieurs ne deviennent que les éléments modestes d'un effort national cohérent, alors le développement restera chose décevante. Mais si nous ne parvenons pas de surcroît, et je me réfère ici au rapport Chasle, à ce que le développement intégré par effort global, n'aboutit pas à la prise en compte de l'homme, de la communauté des hommes, de sa culture, comme une des dimensions essentielles, alors le développement n'aura pas réussi.

En d'autres termes, le problème qui nous est posé, n'est pas celui d'apporter de l'extérieur les instruments artificiels d'un développement économique qui est fait pour nous, mais de mettre à la disposition de chacun de nos pays, les instruments dont il a besoin, par une course plus rapide que la nôtre, de nous rattraper suivant ces voies et non pas suivant les nôtres.

Je pourrais développer sur la stratégie énergétique des propos identiques à ceux que je viens de tenir sur la stratégie alimentaire, et je pourrais à cet égard, parler longuement de la conférence de Nairobi et de cet espèce de cauchemar que représentait l'exposition des techniques à laquelle il m'a été donné de faire visite. D'un côté d'immenses bâtiments où les pays les plus orgueilleux du monde étalaient leurs capacités pour se faire concurrence l'un à l'autre et sous prétexte d'aider les plus pauvres ; qu'y avait-il de commun vraiment, entre certaines technologies présentes à Nairobi et les problèmes des Kenyans, des Tanzaniens ou des Ethiopiens présents à quelques encablures. Cette exposition aurait eu sa place, à Paris, à Rome ou à New York ou Athènes peut-être, elle n'avait pas sa place dans ce cadre alors qu'à quelques pas, dans un coin, il y avait le

modeste effort de quelques hommes de terrain qui montrait comment, à peu de frais, à la condition d'y songer et de le vouloir, il était possible d'économiser la moitié ou les deux tiers du bois que les Africains consomment pour la cuisson de leurs aliments et nous nous trouvions là à la fois devant l'un des problèmes les plus graves du monde, et devant sa solution.

La nature est en équilibre avec les hommes. Et le jour où les hommes prélèvent sur la nature plus que la nature ne peut donner, la nature dépérit. Et la nature dépérit de plus en plus vite. L'Afrique est en train de dépérir parce que le prélèvement que les hommes font sur les forêts est supérieur à la capacité des forêts à recréer du bois. Il n'est pas besoin de faire des investissements immenses. Il suffit d'obtenir que les hommes prélèvent moins sur la forêt pour que la nature reprenne le dessus. Et qu'alors l'équilibre ait des chances de se retrouver.

La démonstration que j'ai voulu faire est à la fois tournée vers la nécessité de partir de la base et de la nécessité de mettre en place des politiques cohérentes dans lesquelles, modestement, l'Europe prendrait alors sa place pour réaliser le modèle de croissance dont les pays ont besoin et non pas pour transférer son modèle de consommation et de production.

Pour faire cela, nous avons à vaincre beaucoup d'ennemis. Des ennemis historiques, contre lesquels nous ne pouvons pas grand chose dans l'immédiat mais qu'il nous faut connaître.

Le monde connaît actuellement deux inadéquations fondamentales. L'une est de nature démographique, l'autre est de nature technologique. Démographiquement, les familles africaines, les familles du tiers monde continuent à compter un nombre d'enfants égal à celui qui était nécessaire lorsque la moitié de ces enfants mourrait en bas âge. Alors que l'amélioration de la santé fait que les enfants ne meurent plus en bas âge, nous avons le cumul d'une démographie héritée du passé et d'une santé héritée de l'effort qui a été entrepris.

Aussi la croissance démographique dépasse trois pour cent. Chiffre dément, qui ne s'est jamais vu dans l'histoire du monde.

Il est clair que dans une génération, prenant l'habitude que les enfants survivent, les familles naturellement deviendront moins nombreuses et la courbe de la population s'infléchira. Mais pour l'instant, nous cumulons les avantages d'une nécessité biologique passée et d'une victoire biologique présente.

La deuxième contradiction est de nature technologique. Par la radio, les voyages, les journaux, le qu'en dira-t-on, les technologies les plus sophistiquées pénètrent les esprits, deviennent une exigence et les pays du tiers monde veulent accomplir des bonds technologiques, alors que nos pays ont suivi la longue et lourde marche de la conquête progressive de ces technologies. Et il y a parfois contradiction entre la réalité sociologique de ces pays et le transfert instantané, sans précaution, de technologies non adaptées. Qu'est-ce que c'est qu'une usine d'un certain niveau technologique, dans un pays où l'analphabétisme est encore très puissant. C'est une enclave parfaitement artificielle, qui bénéficie à quelques-uns sans entraîner la masse. Il eut mieux valu consacrer ces sommes à la montée en masse du niveau culturel, du niveau éducationnel, du niveau de capacité professionnelle. Qu'on ne me fasse pas dire que les technologies évoluées ne sont pas destinées à ces pays. Cela veut dire qu'ils y ont droit, mais par le cheminement de la formation des hommes qui en deviendront les maîtres au lieu d'en devenir les esclaves. Que d'erreurs n'ont pas été commises qui ont un coût cher. Argent qui aurait été mieux utilisé si l'on avait pris dix ans de plus, pour réussir l'ambition que l'on avait.

Cette contradiction démographique et cette contradiction technologique sont les obstacles auxquels nous nous heurtons. On me pardonnera d'être ici plus encore que précédemment, un homme politique, en évoquant l'espèce de frénésie idéologique des tenants de l'économie marchande.



On feint de croire qu'il suffit de mettre en place des marchés, des entreprises, de donner libre champ aux acteurs économiques pour que le développement s'en suive. On feint d'oublier qu'en économie de marché, c'est le plus fort qui gagne. Et notre objet est précisément que le plus faible ne meurt pas.

Que le marché soit un mécanisme utile, qu'il permette la régulation économique, sans doute, sûrement, aucun d'entre nous ne saurait le nier. Mais livrer l'économie d'un peuple tout entier, l'économie de tout un continent à la seule économie marchande sans prendre en compte tous les problèmes d'environnement, sociaux, de culture, est une supercherie qui conduirait les pays à des catastrophes pire encore que celles qu'ils ont jusqu'ici connues.

Le système sur lequel Lomé a été fondé, cette coopération de l'Europe au développement de l'économie publique, elle-même susceptible d'entraîner sous certaines conditions le développement de l'économie privée, me paraît être la seule voie suivant laquelle nous pouvons conduire cette lutte contre la pauvreté, cette lutte contre la misère.

Il me faut maintenant, sur ce propos très politique, tenter de conclure. Je voudrais d'abord indiquer que pour faire face aux problèmes qui ont été révélés par la Conférence de Paris, pour répondre à l'initiative du gouvernement d'un pays membre, et sur la commande que lui en a fait le Conseil de ministres, la Commission présentera dans les semaines prochaines, un plan d'intervention d'urgence qui permette d'éponger certaines des situations les plus inacceptables et qui permette d'amorcer un développement plus rapide dans les pays qui souffrent le plus de la faim ou de la misère. Je reprendrai mon commencement pour dire que la Convention de Lomé est un élément positif, utile, décisif, qu'il s'agisse de l'intervention directe du Stabex, du sysmin, de l'aide alimentaire. Mais sous prétexte qu'elle constitue un ensemble cohérent, nous n'avons pas le droit d'avoir bonne conscience, nous avons le devoir de nous demander si cet ensemble a atteint les objectifs que nous lui

propositions et si nous ne pouvons pas améliorer son rendement en rendant le développement des pays autres, c'est-à-dire en définitive, plus efficace.

Gérer, gérer mieux, préparer l'avenir tel sera le thème suivant lequel-la Commission, par votre serviteur, collaborera avec les institutions de la Convention de Lomé, en vous interrogeant parfois pour savoir si vos méthodes de travail ne pourraient pas être améliorées. En vous interrogeant parfois, pour que vous nous disiez si nos méthodes de travail ne peuvent pas être améliorées.

J'ai voulu décrire une démarche prospective, c'est-à-dire une démarche suivant laquelle on ne déduit pas sa décision d'aujourd'hui de la décision d'hier, mais de la volonté de demain.

—oOo—

**"LOME 2" : L'ASSEMBLEE FAIT DES SUGGESTIONS POUR SON APPLICATION OPTIMALE, EN ADOPTANT LA RESOLUTION INSANALLY**

EMBOURG (EU), mercredi 30 septembre 1981 - L'Assemblée consultative ACP/CEE a adopté ce mercredi 30 septembre la résolution annexée au rapport Insanally (ambassadeur de Guyana), qui formule une série de propositions précises en vue de permettre l'"application optimale" de la deuxième Convention de Lomé. L'Assemblée a formulé ainsi des demandes touchant à tous les domaines de la coopération entre les ACP et la CEE. Cependant, elle a rejeté de nombreuses propositions d'amendement du radical Italien, M. Pannella et des communistes français, allant plus loin que le rapporteur.

L'Assemblée s'est aussi prononcée sur la coopération culturelle et sur les initiatives d'urgence concernant la faim dans le monde : voir les pages suivantes.

La conclusion du débat : tous les aspects de la coopération ACP/CEE sont abordés

Après les interventions résumées dans EUROPE d'hier, M. Bersani (PPE it.), coprésident du comité paritaire, avait admis que certains aspects institutionnels de Lomé devaient être "repensés": ainsi, il faut essayer d'éviter que le Comité paritaire et l'Assemblée ne finissent par être "l'un la copie de l'autre", et donner un rôle différent aux "groupes de travail" (qui constituent une innovation) en les considérant comme des "groupes de contrôle" qui font le point sur toute une série de dossiers. M. Pranchère (comm. fr.) s'est penché sur les problèmes agricoles, en souhaitant une "grande politique de coopération agricole ACP/CEE", axée sur la sécurité alimentaire à court terme, l'autosuffisance alimentaire à long terme, et le développement des échanges. M. Pranchère s'est indigné de ce que l'Europe, qui refuse de taxer ses importations de graisses végétales, affirme qu'elle ne peut pas payer davantage le sucre des Etats ACP. Selon M. Pranchère, le "centre technique de coopération agricole" devrait être situé dans un pays ACP et géré paritairemment. M. Verges, du même groupe, a lui aussi dénoncé la "discrimination" dont ont été victimes les ACP producteurs de sucre, et a estimé nécessaire une "révolution copernicienne" dans l'approche des problèmes du Tiers Monde. Quant au socialiste français M. Fuchs, il a placé la coopération ACP/CEE sur le plan politique, en estimant que les deux groupes ne doivent pas se laisser entraîner dans la logique des blocs et ne pas donner la priorité aux relations Est-Ouest sur les relations Nord-Sud. Le libéral français M. Galland a concentré son intervention sur l'énergie, en rappelant que la commission "énergie" du Parlement Européen a demandé de multiplier par dix, dans le budget de 1982, les crédits pour l'énergie dans le PVD. Parmi les autres membres du PPE, Mme Cassanmagnago Cerretti a insisté sur les aspects institutionnels de la Convention, en estimant qu'il faudra créer un groupe de travail du Comité paritaire pour organiser des contacts avec les milieux socio-économiques, avant la réunion du Comité paritaire qui se tiendra au Zimbabwe au début de l'année prochaine. Mme Rabbethge, du même groupe, a affirmé pour sa part qu'il faut essayer de dégager des fonds supplémentaires pour le STABEX, et a demandé que les ACP envisagent de présenter, dans une réunion à venir, un rapport sur la situation de la femme chez eux. M. Clément (DEP fr.) a affirmé que la Communauté doit suivre une politique d'indépendance vis-à-vis des blocs et de coopération à l'égard du Sud : il n'est dans l'intérêt de personne que l'Europe s'affaiblisse. L'Ecossaise Mme Ewing, du même groupe, a abordé un thème qui lui est cher, celui de la politique de la pêche, en incitant l'Europe à aider les ACP dans le domaine des infrastructures de réfrigération, de transports et de commercialisation : les vastes ressources de pêche ACP pourraient contribuer ainsi à lutter contre la faim dans le monde. Le conservateur britannique M. Battersby s'est penché lui aussi sur la même question, en se prononçant pour des "jointes ventures" avec les ACP dans le domaine de la pêche, tout en constatant que les techniques de pêche utilisées dans le Nord ne sont pas toujours transférables. M. Normanton, du même groupe, a insisté sur la nécessité de remédier à la pénurie de gestionnaires et d'administrateurs qualifiés dans les ACP et a souhaité la création dans un Etat membre de la CEE d'un institut de gestion de haut niveau permettant de les aider. M. Romualdi (MSI it.), enfin, a dénoncé le jeu des superpuissances, qui utilisent l'une sa force économique et technologique et l'autre son armement et son idéologie pour déstabiliser des régions comme l'Afrique.

Du côté ACP, M. Williams (Jamaïque) a espéré que la révision de la PAC permettra de trouver des débouchés pour certaines productions agricoles excédentaires de pays ACP qui ne sont pas couvertes par les protocoles de la Convention de Lomé. M. Babou Ousman Jabe (Gambie) s'est pour sa part félicité de la contribution positive de la CEE à la conférence de Paris sur les PMA, qui néanmoins n'a été qu'une demi-réussite. M. Jackman (Barbades), en tant que président du Comité ACP sur le sucre, a répondu aux arguments européens à propos de la taxe de coresponsabilité payée par les producteurs européens, en affirmant que cette taxe a été adoptée pour pénaliser les betteraviers dont la production est excédentaire : les ACP ne sont pas responsables des excédents, car leur production du sucre est restée stable. M. Kasanga Mulwa (Kenya) a exprimé son inquiétude pour l'insuffisance des ressources du FED face à l'érosion monétaire, ainsi que des ressources du STABEX (mais il a remercié le gouvernement français pour ses efforts visant à les augmenter).

M. Bouna (Mauritanie) a souhaité que le Sysmin ne soit pas appliqué de manière trop stricte et a demandé à la CEE si elle entend appliquer le système à l'exploitation minière. M. Bouna a remercié la CEE pour l'aide donnée à son pays frappé deux fois par la sécheresse récemment, mais a signalé que les ouvrages construits grâce à cette aide ont été ensuite détruits par les crues du fleuve Sénégal. M. Oteng (Botswana) a illustré, fièvre aphteuse, coût élevé de l'énergie, manque de personnel qualifié.

M. Kassé (Mali) a souhaité comme plusieurs parlementaires européens que les groupes de travail au sein du Comité paritaire soient développés.

Le contenu de la résolution

- (1) Elargissement de la CEE et des ACP. L'Assemblée se félicite de la demande d'adhésion de la Grèce à Lomé, et de ce que la CEE se soit engagée à tenir les ACP Informés des négociations avec l'Espagne et le Portugal.
- (2) Coopération commerciale. L'Assemblée déplore que la structure des échanges ACP/CEE n'ait pas changé; demande à la CEE de respecter dans tous les accords internationaux le principe du libre accès des produits industriels ACP, y compris les textiles; demande à la CEE un soutien financier approprié pour des initiatives ACP visant à développer les exportations de produits manufacturés; souhaite la suppression de la limite de l'espace réservé aux ACP dans les foires commerciales; invite les partenaires commerciaux à entreprendre une étude détaillée sur les causes des résultats médiocres de la coopération commerciale ACP/CEE.
- (3) Produits agricoles. L'Assemblée demande que la PAC soit réorganisée en tenant compte des intérêts des ACP; demande une fois de plus qu'on étudie les moyens pour fournir aux ACP les produits agricoles disponibles de la CEE de façon régulière et à des conditions préférentielles.
- (4) Aide alimentaire. L'Assemblée demande que l'aide de la CEE soit élargie aussi à des denrées qui ne sont pas produites dans la CEE, tenant davantage compte des besoins et habitudes des ACP, et demande une augmentation de l'aide en sucre.
- (5) Préférences généralisées. L'Assemblée demande un échange systématique d'informations à ce sujet, et la présentation des propositions annuelles de la Commission en temps utile.
- (6) STABEX. L'Assemblée estime que les ressources de la nouvelle Convention sont "totalement insuffisantes" et demande l'affectation de ressources supplémentaires, elle demande de nouveau à la Commission Européenne un rapport sur l'impact du STABEX sur les économies ACP.
- (7) Sysmin. L'Assemblée souhaite que son entrée en vigueur soit activée et estime qu'un risque d'épuisement rapide des ressources se manifeste déjà.
- (8) Sucre. L'Assemblée invite la CEE et les ACP producteurs de sucre à établir une interprétation commune du protocole; demande à la CEE d'accepter des consultations au niveau le plus élevé pour négocier une augmentation acceptable du prix du sucre ACP pour la campagne en cours; invite la CEE à réviser ses quotas de production sucrière afin de pouvoir absorber le sucre ACP; rappelle que la fermeture d'une raffinerie de sucre de "Tate and Lyle" implique que les ACP devront trouver d'autres débouchés dans la CEE; estime que les niveaux de production à long terme de la betterave à sucre doivent être basés sur une évaluation réaliste de l'évolution à long terme de l'offre et de la demande.
- (9) Coopération industrielle. L'Assemblée demande au comité paritaire de créer un groupe de travail qui étudie l'impact du chapitre de la Convention sur la coopération industrielle; propose que l'un des objectifs prioritaires soit la transformation sur place des ressources naturelles ACP; demande que des efforts soient faits pour fournir des fonds supplémentaires pour le développement industriel.
- (10) Energie. L'Assemblée demande l'utilisation la plus large possible des dispositions de la Convention pour la mise en valeur du potentiel minier ACP.
- (11) Coopération agricole et lutte contre la faim. L'Assemblée souligne qu'il faut donner la priorité à l'augmentation de la production agricole et alimentaire des ACP; demande que la résolution du P (rapport Ferrero) sur la lutte contre la faim soit effectivement appliquée; reconnaît l'importance des ressources halieutiques et marines des ACP et demande à la CEE une intensification des efforts pour adopter un règlement communautaire sur la pêche; souhaite que le centre technique de coopération agricole devienne opérationnel dans les meilleurs délais; demande un programme régional d'aide pour les réfugiés ACP.
- (12) Coopération financière et technique. L'Assemblée souhaite que les crédits du 5ème FED soient plus rapidement engagés et versés que ceux des fonds précédents; demande une étude conjointe visant à améliorer les procédures de contrôle et gestion de l'aide; met en garde contre le risque "de laisser des considérations étrangères à l'esprit et à la lettre" de la Convention de Lomé prévaloir, lors de la fixation des aides financières.
- (13) Coopération régionale. L'Assemblée se félicite de l'augmentation des fonds qui y sont consacrés et demande qu'ils soient rapidement et pleinement affectés.
- (14) ACP les moins développés, enclaves ou insulaires. L'Assemblée demande le renforcement des programmes en leur faveur et demande en particulier à la CEE des actions spécifiques pour le territoire du Sahel, en vue de développer l'agriculture de cette zone (les fonds prévus par ce plan s'ajouteraient aux crédits de "Lomé 2"); elle invite la CEE et les Etats membres à appliquer de manière conséquente le nouveau programme substantiel pour les pays les moins avancés adopté à la conférence de Paris; insiste sur la nécessité de rendre opérationnel le sous-comité ACP/CEE créé en 1977 pour les ACP les moins développés, enclavés ou insulaires.
- (15) Aspects institutionnels. L'Assemblée se félicite de la tentative de faciliter les travaux en instaurant des consultations entre co-présidents du Conseil des ministres entre les sessions annuelles, mais rappelle que ce nouveau mécanisme ne doit pas se substituer aux réunions plénières du Conseil.
- (16) Politique globale de développement. L'Assemblée est préoccupée des faibles progrès enregistrés mais souhaite que la réunion de Cancun "donne l'élan nécessaire à un nouveau départ"; dénonce le "fantastique gaspillage de ressources matérielles et humaines" que constitue la course aux armements.

## COOPERATION CULTURELLE : UNE SERIE DE PROPOSITIONS OPERATIONNELLES (RESOLUTION CHASLE)

LUXEMBOURG (EU), mercredi 30 septembre 1981 - Les représentants des Etats ACP et du Parlement Européen ont eu pour la première fois un débat sur la coopération culturelle entre leurs deux groupes de pays, et ont formulé une série de propositions pour l'avenir, en adoptant le rapport Chasle (Ambassadeur de l'Ile Maurice auprès de la CEE), rapport qui donne de la notion de "culture" une définition très vaste.

M. Chasle a souligné la signification de son initiative, qui tend à mettre fin à la "marginalisation" du culturel : dans une période de tensions, pendant laquelle se développent des modèles de développement différents, la coopération culturelle offre une chance et un espoir. A ceux qui se demandent "pouvons-nous nous occuper de culture ?", M. Chasle a répondu que "parler culture" signifie placer le développement dans son contexte historique et social. M. Chasle a dénoncé l'existence, au nord comme au sud, de technologies "répressives et inhibitrices" et le danger, au nord comme au sud, de l'"aliénation culturelle" : quoi donc de plus légitime que de parler "culture" entre nord et sud ?

M. Chasle a souligné les responsabilités de l'Europe vis-à-vis des ACP : en ce qui concerne le sucre, par exemple, il a rappelé que "c'est l'Europe qui a introduit la canne à sucre dans nos pays : c'est l'Europe qui a importé des esclaves pour les faire travailler sur les plantations". La Convention de Lomé est un cadre idéal d'expérimentation, a dit M. Chasle, en invitant ses collègues à accepter une coopération qui embrasse tous les domaines, et comporte donc une intégration du culturel et une prise en compte des données socio-culturelles des partenaires.

### La résolution

Par la résolution adoptée, l'Assemblée constate la disparité dans les échanges culturels ACP/CEE et souhaite un "rééquilibrage", car le développement des Etats ACP exige que leur coopération avec la CEE "embrasse la dimension culturelle" (ce qui suppose la reconnaissance par la CEE de "l'apport des patrimoines culturels ACP au patrimoine culturel universel"). L'Assemblée estime qu'une telle coopération culturelle, en accélérant le progrès socio-économique des populations des Etats ACP, serait plus "neutre" que la coopération culturelle bilatérale et favoriserait un réseau d'échanges plus efficaces et plus dynamiques.

Ainsi, l'Assemblée suggère les initiatives suivantes :

(1) domaine socio-culturel. L'Assemblée souhaite : des recherches conjointes sur l'impact des cultures locales sur certains programmes de développement ; des actions de formation et d'information visant à valoriser les technologies indigènes et l'adaptation des technologies importées dans le tissu socio-culturel des Etats ACP ; un plus grand rôle des organisations non gouvernementales dans le cadre de la coopération culturelle.

(2) formation. L'Assemblée souhaite qu'une part plus importante du FDF soit consacrée à la formation ; demande à la CEE et aux Etats membres d'accorder une aide aux universités et instituts de sorte à faire connaître l'histoire, la géographie et la culture des ACP et autres PVD ; recommande à la CEE d'assurer aux coopérants et experts se rendant dans les Etats ACP une formation adaptée à la situation de ces pays, et d'organiser des stages d'universitaires européens dans les Etats ACP ; lance un appel aux Etats membres afin qu'ils assurent aux étudiants ACP chez eux un encadrement humain et culturel approprié (le rapport Chasle rappelle les mesures prises en France, Belgique et au Royaume-Uni et aboutissant à limiter l'afflux d'étudiants étrangers) ; souhaite des progrès concernant la reconnaissance des diplômes.

(3) information. L'Assemblée souhaite que la coopération culturelle ACP/CEE englobe une coopération dans le domaine de l'information, pour redresser le déséquilibre dans le flux d'information entre les ACP et la CEE ; demande l'extension du système Euronet aux Etats ACP qui le désirent, et demande que soit étudié l'accès des ACP aux réseaux de "banques de données" des Etats membres de la CEE.

(4) échanges culturels. L'Assemblée recommande la création d'une banque de données culturelles, où seraient rassemblées les archives sur les pays ACP actuellement éparpillées dans les Etats membres, en vue notamment de reconstituer l'histoire des peuples ACP ; propose la création d'une "Fondation pour la promotion et la diffusion des cultures ACP" sur la base de contributions des Etats membres de la CEE et de contributions volontaires des Etats ACP, et qui serait administrée "sur une base paritaire par des ressortissants ACP et CEE, libres de toute contingence politique".

(5) biens culturels. L'Assemblée invite les Etats membres de la CEE à prendre favorablement en considération les demandes de restitution de biens culturels ACP ; recommande aux organisations internationales la création d'un fonds pour le retour des biens représentant une valeur spirituelle et culturelle pour les pays ACP, et que ces biens soient entre-temps déclarés "patrimoine universel ou héritage commun de l'humanité" ; invite la CEE à procéder à un inventaire complet des objets faisant partie de ce patrimoine qui se trouvent dans les musées, bibliothèques et autres institutions européennes, à participer à la création de musées et institutions analogues dans les ACP, à donner une aide à la conservation et reconstitution du patrimoine culturel des ACP.

(6) tourisme. L'Assemblée souhaite le développement d'un tourisme "culturel et humain" qui s'inspirerait du désir sincère de comprendre les autres peuples dans leur mode de vie, et demande la création d'un "organe de dialogue" qui sensibiliserait l'opinion européenne aux richesses culturelles et au potentiel touristique ACP.

## FAIM DANS LE MONDE : L'ASSEMBLEE ACP/CEE APPUIE LES INITIATIVES D'URGENCE

LUXEMBOURG (EU), mercredi 30 septembre 1981 - L'Assemblée consultative ACP/CEE, en adoptant une résolution de M. Kassé, président du groupe de travail "faim dans le monde", a appuyé les en vue de lancer des interventions d'urgence et structurelles pour combattre faim et malnutrition. L'Assemblée s'est félicitée de la disponibilité de la CEE à contribuer à l'élaboration et la mise en oeuvre du "plan Colombo". Par ailleurs, l'Assemblée a exhorté le groupe de travail à accomplir son avant la prochaine réunion du comité paritaire (début février au Zimbabwe), pendant laquelle la lutte contre la faim sera l'un des thèmes principaux.

Tous les orateurs, tant européens que ACP, ont insisté sur la nécessité d'augmenter considérablement l'aide aux pays les plus vulnérables : M. Kassé, président du groupe de travail, s'est félicité du plan Colombo et des actions déjà envisagées par l'Italie, France et Belgique. Le représentant des Comores a rappelé que l'heure est dramatique et que les discours ne suffisent plus. Celui de Mauritanie s'est insurgé contre certaines politiques suivies par la CEE et qui finalement ne bénéficient qu'aux géants de l'agro-alimentaire. La communiste française Mme de March s'est exprimée dans le même sens, en affirmant qu'il faut "oser la paix" et réaliser entre autres une "moralisation des échanges commerciaux", en empêchant que l'on spéculé sur la pauvreté et la faim. Le socialiste Italien M. Lezzi a estimé que l'aide alimentaire continuera à être essentielle, et a mis en garde contre tout transfert automatique du modèle agricole occidental. M. Michel, démocrate chrétien belge, a souligné lui aussi l'urgence d'une action contre la faim chez les plus pauvres, en se félicitant de ce que le Parlement ait agi avec célérité.

L'Assemblée a rejeté une série d'amendements de M. Pannella visant à rendre plus précis et concret le texte, le rapporteur sur la faim, M. Ferrero ayant rappelé que le comité paritaire aura un débat sur le fond de la question lors de sa réunion au Zimbabwe.

## REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE : MODIFICATIONS POUR PERMETTRE D'AVANTAGE DE SOUPLESSE

LUXEMBOURG (EU), mercredi 30 septembre 1981 - En adoptant le rapport Jacquet (soc. fr.), l'Assemblée consultative ACP/CEE a adopté deux modifications à son règlement intérieur, dans le but principal d'y introduire davantage de souplesse. Les modifications concernent : - a) la convocation du comité paritaire : Il est précisé que, "en dehors des réunions précédant celle de l'Assemblée", le comité se réunit une fois par an et peut, sur décision des présidents de l'Assemblée, tenir une réunion extraordinaire. Le but est de permettre au comité de ne se réunir pas forcément immédiatement avant l'Assemblée.

Le régime linguistique : Il est maintenu, mais le bureau pourra proposer des dérogations pour les textes et amendements déposés en cours de réunion.

En ce qui concerne le problème, posé à plusieurs reprises, du nombre de membres du comité paritaire, M. Jacquet s'est félicité de ce que ce nombre soit de plus en plus élevé, car il signifie que davantage de PVD adhèrent à la Convention de Lomé; cependant, cet accroissement risque de faire du comité une Assemblée plutôt qu'une "commission parlementaire". Afin de maintenir le caractère paritaire du comité, l'Assemblée a renoncé à modifier son règlement sur ce point.

## ACP - CEE : POUR L'ACCESSION DU ZIMBABWE AU DEBUT 1982

LUXEMBOURG (EU), mercredi 30 septembre 1981 - Les retards dans la ratification de l'accession du Zimbabwe à la Convention "Lomé 2" préoccupent les milieux européens et africains. Deux États membres, la Belgique et l'Italie, n'ont pas encore procédé à la ratification, et il serait très grave pour le Zimbabwe si ce retard empêche l'accession à la date prévue du 1er janvier 1982. Un parlementaire belge membre du Parlement Européen, M. P. Deschamp, a effectué une démarche auprès des présidents de la Chambre et du Sénat de son pays pour que cette ratification soit inscrite immédiatement à l'ordre du jour. Des initiatives analogues sont souhaitées en Italie.

## EIRB : BAISSSE DES 2 INDICES

BRUXELLES (EU), mercredi 30 septembre 1981 - L'Indice boursier EIRB des "Six", qui, était de 133,85 au 22 septembre 1981, a baissé en passant à 131,10 au 29 septembre 1981 (contre 142,18 au 30 septembre 1980). L'Indice des "Neuf", qui était de 84,35 au 22 septembre 1981 a également diminué en passant à 80,27 au 29 septembre 1981 (contre 86,83 au 30 septembre 1980).

## FERRAILLE : FORTE BAISSSE DU COMPOSITE PRICE A 88,17 D/T

RADNOR/PENNSYLVANIE (Service Spécial pour EUROPE), mercredi 30 septembre 1981 - Le composite price de la ferraille américaine, calculé par IRON AGE, qui s'était maintenu au niveau de 91,17 dollars/tonne pendant trois semaines, a baissé cette semaine de 3 dollars pour tomber à 88,17 dollars/tonne.

\*\*\* CEE-CHYPRE : contingent "aubergines". Le contingent tarifaire à droit réduit pour les importations préférentielles communautaires d'aubergines de Chypre est entré en vigueur ce premier octobre ; il reste valable jusqu'au 30 novembre. Le taux applicable est de 6,4% pour un volume de 250 tonnes.

1981 - 1982

# Procès-verbal de la séance du

LUNDI, 28 SEPTEMBRE 1981

ASSEMBLEE CONSULTATIVE DE LA CONVENTION ENTRE LES ETATS  
D'AFRIQUE, DES CARAIBES ET DU PACIFIQUE ET LA COMMUNAUTE  
ECONOMIQUE EUROPEENNE

---

Centre européen, Kirchberg - Luxembourg

---

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 1981

PRESIDENCE

Tandeng MUNA

Simone VEIL

Président de l'Assemblée nationale  
de la République unie du Cameroun

Président du Parlement européen

(La séance constitutive est ouverte à 17 heures)

1. Ouverture de la réunion annuelle de l'Assemblée

Mme VEIL, Président, déclare ouverte la réunion annuelle de  
l'Assemblée.

2. Composition de l'Assemblée

Mme VEIL, Président, communique que la liste des membres de l'Assemblée  
figure en annexe au procès-verbal de la présente séance.

3. Election du Bureau

L'article 6 paragraphe 1 du règlement appelle l'élection du Bureau  
de l'Assemblée.

Mme le Président donne lecture des candidatures :



**Présidents :**

Mme VEIL, Président du Parlement européen

M. MUNA, Président de l'Assemblée  
nationale de la République  
unie du Cameroun

**Vice-présidents :**

MM. KUHN

VANDEWIELE

PEARCE

DENIS

CLEMENT

MM. ROBLEH

OTENG

WILLIAMS

Les autres candidatures seront  
communiquées ultérieurement.

L'Assemblée élit ces candidats.

(La séance se poursuit sous une forme solennelle)

Interviennent Mme VEIL, Président de l'Assemblée consultative ACP-CEE,  
Mme FLESCH, vice-président du gouvernement luxembourgeois, ministre des Affaires  
étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, M. MUNA, Président  
de l'Assemblée consultative ACP-CEE.

(La séance, suspendue à 17 h 30, est reprise à 18 h 30)

**PRESIDENCE**

Tandeng MUNA  
Président

Simone VEIL  
Président

#### 4. Dépôt de documents

Mme le Président annonce avoir reçu :

- du Conseil des ministres ACP-CEE son rapport annuel (1er mars 1980 - 28 février 1981) (doc. ACP-CEE 26/81)
- de M. CHASLE, au nom du Comité paritaire, un rapport sur la coopération culturelle entre les Etats ACP et la Communauté économique européenne (doc. ACP-CEE 27/81)
- de M. JAQUET, au nom du Comité paritaire, un rapport sur les modifications à apporter au règlement intérieur de l'Assemblée consultative (doc. ACP-CEE 28/81)
- de M. INSANALLY, au nom du Comité paritaire, un rapport sur le 5ème rapport annuel du Conseil des ministres ACP-CEE et sur une analyse des premiers résultats de la deuxième Convention de Lomé, accompagnée de recommandations en vue de son application optimale (doc. ACP-CEE 29/81)
- de MM. CASSE, président du groupe de travail "faim" et FERRERO, rapporteur du groupe de travail "faim", au nom du Comité paritaire, une proposition de résolution sur la faim dans le monde (doc. ACP-CEE 30/81)
- du Comité paritaire une proposition de résolution sur la situation en Afrique australe (doc. ACP-CEE 31/81)

## 5. Ordre du jour

Mme le Président soumet à l'Assemblée le projet d'ordre du jour suivant :

Aujourd'hui jusqu'à 20 heures :

- Allocutions introductives du Président en exercice du Conseil de Ministres ACP-CEE et du Président en exercice du Conseil de Ministres CEE
- Présentation du rapport INSANALLY sur le 5ème rapport annuel du Conseil de Ministres ACP-CEE

Mardi 29 septembre 1981 :

10 heures à 13 heures et 15 heures à 19 heures :

- Rapport INSANALLY sur le 5ème rapport annuel du Conseil des Ministres ACP-CEE (débat)
- Rapport CHASLE sur la coopération culturelle entre les ACP et la Communauté européenne
- Rapport JAQUET sur des modifications au règlement de l'Assemblée consultative
- Proposition de résolution sur la lutte contre la faim dans le monde
- Proposition de résolution sur la situation en Afrique australe

Mercredi 30 septembre 1981

9 heures à 13 heures

- Eventuellement, suite de l'ordre du jour de la veille
- Votes

Intervient M. PANNELLA qui demande que soit examinée la proposition de résolution sur la lutte contre la faim avant le rapport JAQUET et s'inquiète du temps de parole qui sera consacré à cette proposition de résolution.

Intervient M. SIDDIG.

L'Assemblée rejette la demande de M. PANNELLA.

L'Assemblée adopte ce projet d'ordre du jour.

6. Délai de dépôt des amendements et des documents

Sur proposition de Mme le Président, l'Assemblée décide de fixer au lendemain à midi le délai de dépôt d'amendements à tous les points inscrits à l'ordre du jour ainsi que le délai de dépôt de tous les documents.

7. Temps de parole

Sur proposition de Mme le Président, l'Assemblée décide de limiter le temps de parole à 10 minutes par orateur.

S'inspirant de ce qui a été fait au Comité paritaire, l'Assemblée décide de limiter à une minute les interventions sur les amendements.

8. Liste des orateurs

Sur proposition de Mme le Président, et après une intervention de M. PANNELLA, l'Assemblée décide de fixer au lendemain à midi le délai d'inscription des orateurs sur tous les sujets.

9. Allocutions introductives

MM. VOLOVASAMANAIA, co-président du Conseil des ministres ACP-CEE, HURD, président en exercice du Conseil CEE font une allocution introductive.

10. 5ème rapport annuel du Conseil de Ministres ACP-CEE

M. INSANALLY présente son rapport, fait au nom du Comité paritaire, sur le 5ème rapport annuel du Conseil de Ministres ACP-CEE (doc. ACP-CEE 26/81) et une analyse des premiers résultats de la 2ème Convention de Lomé, accompagnée de recommandations en vue de son application optimale (doc. ACP-CEE 29/81).

11. Ordre du jour de la prochaine séance

Mme le Président rappelle que l'ordre du jour de la séance du lendemain, mardi 29 septembre, a été fixé comme suit :

- Rapport INSANALLY sur le 5ème rapport annuel du Conseil de Ministres ACP-CEE (débat)
- Rapport CHASLE sur la coopération culturelle entre les ACP et la Communauté européenne
- Rapport JAQUET sur des modifications au règlement de l'Assemblée consultative
- Proposition de ré

- Proposition de résolution sur la lutte contre la faim dans le monde
- Proposition de résolution sur la situation en Afrique australe.

(La séance est levée à 19 h 50)

ANNEXE

MEDLEMMER AF DEN RÅDGIVENDE FORSAMLING AVS-EØF  
MITGLIEDER DER BERATENDEN VERSAMMLUNG AKP-EWG  
ΜΕΛΗ ΤΗΣ ΣΥΜΒΟΥΛΕΥΤΙΚΗΣ ΣΥΝΕΛΕΥΣΕΩΣ ΑΚΕ - ΕΟΚ  
MEMBERS OF THE ACP-EEC CONSULTATIVE ASSEMBLY  
MEMBRES DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE ACP-CEE  
MEMBRI DELL'ASSEMBLEA CONSULTIVA ACP-CEE  
LEDEN VAN DE RAADGEVENDE VERGADERING ACS-EEG

- ABENS Victor
- van AERSEN Jochen
- BADUEL GLORIOSO Maria Fabrizia

- BAHAMAS

-  
-

- BALFE Richard

- BARBADOS

- O'BRIEN TROTMAN
- JACKMAN Oliver

- BATTERSBY Robert

- BENIN

- VILON GUEZO Romain
- YACOUBOU Assouma

- BERSANI Giovanni
- BEUMER Bouke
- BOMBARD Alain
- BONACCINI Aldo
- BOSERUP Bodil Kathrine

- BOTSWANA

- OTENG G.
- SEKWABABE P.

- BROK Elmar H.

- BURUNDI
  - BARANCIRA Cyrille
  - MBONIMPA Cyprien
  
- CABO VERDE
  - 
  -
  
- CAMEROUN (République Unie du)
  - MUNA SALOMON Tandeng
  - EKWABI EWANE Jean
  
- CARETTONI ROMAGNOLI Tullia
- CASSANMAGNAGO CERRETTI Maria Luisa
- CASTELLINA Luciana
- CASTLE Barbara
  
- CENTRAFRICAINE (République)
  - KONGOLO
  - SAMBA-PANZA
  
- CLEMENT Jean-José
- CLUSKEY Frank
- COHEN Robert
- COLLA Marcel
  
- COMORES (République fédérale islamique des)
  - SOULAIMANA Mohamed
  -
  
- CONGO (République populaire du)
  - GANGA ZANDZOU Jean
  - BAYONNE Bernadette

- COTE D'IVOIRE

- GOLY KOUASSI Michel
- DIARRA Seydou

- COTTRELL Richard J.
- CRONIN Jeremiah
- CROUX Lambert
- DALSASS Joachim
- DALZIEL Ian
- DAMSEAUX André
- DE GUCHT Karel
- DELATTE Charles
- DELEAU Gustave
- DELMOTTE Fernand
- DENIS Jacques
- DESCHAMPS Pierre

- DJIBOUTI

- ROBLEH OBSIEH BOUH
- WAIS HOUMED WAIS

- DOMINICA

- 
- 

- ENRIGHT Derek
- ESTGEN Nicolas

- ETHIOPIA

- BERHANE Ghebray
- SEIFU Yigezu

- EWING Winifred
- FERGUSON Adam
- FERRERO Bruno
- FICH Ove



- FIJI

- CAVALEVU Jofaya
- KHAN Azim

- FILIPPI Renzo Eligio
- FLANAGAN Sean
- FOCKE Katharina
- ΦΟΤΙΛΑΣ Ασημακία (FOTILAS Assimakia)
- FRÜH Isidor
- FUCHS Gérard
- GABERT Volkmar

- GABON

- SAMHAT
- LOBE

- GALLAND Yves
- GALLUZZI Carlo Alberto

- GAMBIA

- BABOU OUSMAN JOBE
- 

- GEURTSSEN Aart

- GHANA

- ATTA-KESSON
- MPIANI K.O.

- GLINNE Ernest
- de GOEDE Arie
- GREMETZ Maxime François

- GRENADA

- 
- 

- GRIFFITHS Winston J.

- GUINEA BISSAU

-  
-

- GUINEA ECUATORIAL

-  
-

- GUINEE

- DIALLO Seydou
- DIAKITE Mohamed

- GUYANA (Republic of)

- INSANALLY Samuel Rudolph
- HALES David T.A.

- HAAGERUP Niels Jørgen

- HÄNSCH Klaus

- ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ 'Ιωάννης (HARALAMPOPOULOS Ioannis)

- HAUTE-VOLTA

- DAKOURE Antoine
- ZFBA

- HERKLOTZ Luise

- HOFF Magdalene

- HUME John

- IRMER Ulrich

- JACKSON Christopher

- JAMAICA

- PARRIS Carmen
- WILLIAMS Arthur

- JAQUET Gérard
- JOHNSON Stanley P.
- JÜRGENS Heinrich
- KELLETT-BOWMAN Edward

- KENYA

- MOSES ARAP KEINO
- KASANGA MULWA

- KIRIBATI (Republic of)

- 
- 

- KIRK Kent
- KLEPSCH Egon Alfred
- KÜHN Heinz
- LEMMER Gerd Ludwig
- LENTZ-CORNETTE Marcelle

- LESOTHO

- MONYAKE L.B.
- MOLAPO

- LEZZI Pietro

- LIBERIA (Republic of)

- GBATU Jeffred
- JARRET Sylvester

- LIGIOS Giosuè
- LOO Charles-Emile
- LÜCKER Hans
- LUSTER Rudolf
- LYNGE Finn
- McCARTIN John

- MADAGASCAR

-  
-

- MALAWI

- KACHIKUWO D.P. Wilson

-

- MALI

- DIARRA Yaya  
- KASSE Boubakar

- MAURICE (Ile)

- CHASLE Raymond  
- HOSSEN P.C.

- MAURITANIE (République islamique de)

- BOUNA Kane  
- FARBA Daniel B.

- MICHEL Victor  
- MOREAU Jacques  
- NARDUCCI Angelo

- NIGER

- MADOU Mahamadou  
- BACHAR Issoufou

- NIGERIA

- AFOIABI Peter Ayodele
- AKINNIRANYE Ebenezer A.

- NORMANTON Tom
- NYBORG Kai
- d'ORMESSON Olivier
- PAJETTA Giancarlo
- PANNELLA Marco

- PAPUA NEW GUINEA

- LEVI Noël
- KEPORE Denis
- PEARCE Andrew
- PEDINI Mario
- PELIKAN Jiri
- PENDERS Jean
- PIQUET René-Emile
- POIRIER Henriette
- PONIATOWSKI Michel C.
- PRANCHERE Pierre-Benjamin
- PRICE Peter
- PULETTI Ruggero
- RABBETHGE Renate-Charlotte
- RINSCHÉ Günter
- RIPA DI MEANA Carlo
- ROGERS Allan
- ROMUALDI Pino

- RWANDA

- HATUNGIMANA Callixte
- NAHIMANA Théoneste

- RYAN Richie
- SABLE Victor

- SAINT LUCIA

-  
-

- SAINT VINCENT AND THE GRENADINES

-  
-

- SAO TOME E PRINCIPE

- DE MENEZES

- SCHIELER Rudolf
- SCHÖN Konrad
- SCHWARTZENBERG Roger-Gérard
- SEEFELD Horst

- SENEGAL

- GUILLABERT André
- FALL Moustapha

- SEYCHELLES (Republic of)

- 
- 
- SHERLOCK Alexander

- SIERRA LEONE

- AKIBO-BETTS Alfred
- THOMAS Darlinda

- SIMMONDS Richard
- SIMPSON Anthony
- SKOVMAND Sven

- SOLOMON Islands

- 
-

- SOMALIA

- ABDIKASSIM SALAD HASSAN
- AHMED MOHAMED DUALEH

- SPICER James

- SUDAN

- SIDDIG Sayed Nuri Khalil
- 

- SURINAME

- IAMUR Carlo
- VAN DIJK Ferdinand C.

- SWAZILAND

- MBULI Kenneth
- PATO S.A.

- TANZANIA

- MULOKOZI
- MALALE ALLYM

- TAYLOR John David

- TCHAD

-  
-

- TOGO

- AGBENOWOSSI-KOFFI Kodjo
- SCHUPPIUS Kodjo Ellom

- TONGA
  - VASI'AHOKOVI Tevita
  -

- TRINIDAD & TOBAGO
  - RAMBERT Peter
  - LEWIS James O'NEIL

- TURNER Amédée E.

- TUVALU
  - 
  -

- UGANDA
  - BUTAGYIRA Francis
  - MAKMOT Henry

- VANDEWIELE Marcel

- VANUATU
  - 
  -

- VEIL Simone
- VERGEER Willem
- VERGES Paul
- WALZ Hanna
- Sir Fred WARNER
- WAWRZIK Kurt
- WEBER Beate
- WEDEKIND Rudolf

- WESTERN SAMOA
  - 
  -

- WOLTJER Eisso P.



- ZAIRE

- AMOUNDALA Isia
- RAMAZANI MWENE MALUNGU

- ZAMBIA

- CHOTA R.V.
- NATALA R.A.

- ZAPNTINIAHS, NIKOS (ZARDINIDIS Nikos)

- ZIMBABWE

- BLUMERIS
- CHADZINGWA



# ASSEMBLEE CONSULTATIVE A.C.P.-C.E.E.

60me Réunion Annuelle

Luxembourg, 28 - 30 septembre 1981

## LISTE DES PARTICIPANTS (+)

### 1. MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN ET REPRESENTANTS DES ETATS ACP

ABENS Victor  
(P.E., Luxembourg, Socialiste)

ACRSEN van Jochen  
(P.E., Rép. Féd. d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

ADUEL GLORIOSO Maria Fabrizia (Mme)  
(P.E., Italie, Communiste et Apparentés)

#### BAHAMAS

BALFE Richard A.  
(P.E., Royaume-Uni, Socialiste)

#### BARBADOS

- S.E. M. JACKMAN Oliver  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

M. LAURIE P., Conseiller

(+) Situation au 25 septembre 1981

BATTERSBY Robert Chr.  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

#### BENIN

- VICTOR LOUZO Romain  
Membre de l'Assemblée Nationale
- YACOUBOU Assouma,  
Premier Vice-Président chargé du Plan d'état

BERSANI Giovanni  
(P.E., Italie, Parti Populaire Européen)

BEUMER Bouke  
(P.E., Pays-Bas, Parti Populaire Européen)

BOMBARD Alain  
(P.E., France, Socialiste)

BONACCINI Aldo  
(P.E., Italie, Communiste et Apparentés)

BOSERUP Bodil Kathrine (Mme)  
(P.E., Danemark, Communiste et Apparentés)

#### BOTSWANA

- Hon. CTENG G., Député
- SEKWABABE P., Premier Secrétaire à la mission  
auprès des Communautés européennes

BROK Elmar  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

#### BURUNDI

- BARANCIRA Cyrille,  
Membre du Comité central de l'IPRONA
- S.E. M. MBONIMPA Cyprien,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

#### CABO VERDE

- 
- 

#### CAMEROUN (République Unie du)

- MUNA Salomon Tandeng, Président de l'Assemblée Nationale (x)
- EKWABI EWANE Jean, Député

(x) Co-Président de l'Assemblée Consultative

CARETTONI ROMAGNOLI Tullia (Mme)  
(P.E., Italie, Communiste et Apparentés)

CASSANMAGNAGO CERRETTI Maria Luisa (Mme)  
(P.E., Italie, Parti Populaire Européen)

CASTELLINA Luciana (Mme)  
(P.E., Italie, Groupe de Coordination technique et de défense  
des Groupes et des Parlementaires indépendants)

CASTLE Barbara (Mme)  
(P.E., Royaume-Uni, Socialiste)

#### REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- M. KONGOLO, Ministre
- M. SAMBA-PANZA, Conseiller

CLEMENT Jean-José  
(P.E., France, Démocrate Européen de Progrès)

CLUSKEY Frank  
(P.E., Irlande, Socialiste)

COHEN Robert  
(P.E., Pays-Bas, Socialiste)

COLLA Marcel  
(P.E., Belgique, Socialiste)

#### COMORES (République Fédérale Islamique des)

- SOULAIMANA Mohamed, Chef du Département Relations Culturelles chargé  
des questions économiques,  
Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération

#### CONGO (République Populaire du)

- GANGA ZANDZOU Jean, Président de l'Assemblée Populaire
- Dr. OSSEBI-DOUNIAM, Vice-Président de l'Assemblée Nationale

#### COTE D'IVOIRE

- GOLY KOUASSI Michel, Vice-Président de l'Assemblée Nationale
- S.E. M. DIARRA Seydou, Ambassadeur auprès des Communautés européennes

COTTRELL Richard  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

CRONIN Jeremiah  
(P.E., Irlande, Démocrate Européen de Progrès)

CROUX Lambert  
(P.E., Belgique, Parti Populaire Européen)

DALSASS Joachim  
(P.E., Italie, Parti Populaire Européen)

DALZIEL Ian  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

DAMSEAUX André R.J.M.M.A.  
(P.E., Belgique, Libéral et Démocratique)

DE GUCHT Karel L.G.E.  
(P.E., Belgique, Libéral et Démocratique)

DELATTE Charles  
(P.E., France, Libéral et Démocratique)

DELEAU Gustave  
(P.E., France, Démocrate Européen de Progrès)

DELMOTTE Fernand  
(P.E., Belgique, Socialiste)

DENIS Jacques  
(P.E., France, Communiste et Apparentés)

DESCHAMPS Pierre M.L.L.C.  
(P.E., Belgique, Parti Populaire Européen)

DJIBOUTI (République de)

- ROBLEH OBSIEH BOUH, Chef de la Délégation
- WAIS HOUMED WAIS

DOMINICA

-

-

ENRIGHT Derek A.  
(P.E., Royaume-Uni, Socialiste)

ESTGEN Nicolas  
(P.E., Luxembourg, Parti Populaire Européen)

ETHIOPIE

- S.E. Dr. BERHANE Ghebray  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- SEIFU Yigezu, Conseiller à l'Ambassade auprès  
des Communautés européennes

EWING Winifred M. (Mme)  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen de Progrès)

FERGUSON Adam  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

FERRERO Bruno  
(P.E., Italie, Communiste et Apparentés)

FICH Ove  
(P.E. Danemark, Socialiste)

#### FIJI

- S.E. M. CAVALEVU Jofaya, Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- KHAN Azim, Conseiller à la mission auprès des Communautés européennes

FILIPPI Renzo Eligio  
(P.E., Italie, Parti Populaire Européen)

FLANAGAN Sean  
(P.E., Irlande, Démocrate Européen de Progrès)

FOCKE Katharina (Mme)  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

ΦΩΤΗΛΑΣ 'Ασημάκης  
(E.K., 'Ελλάς, Σοσιαλιστική 'Ομάδα)

FOTILAS Assimakis  
(P.E., Grèce, Socialiste)

FRÜH Isidor W.  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

FUCHS Gérard  
(P.E., France, Socialiste)

GABERT Volkmar  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

#### GABON

- M. SAMHAT

- Mme LOBÉ

GALLAND Yves  
(P.E., France, Libéral et Démocratique)

GALUZZI Carlo Alberto  
(P.E., Italie, Communiste et Apparentés)

#### GAMBIA

- S.E. M. BABOU OUSMAN JOBE,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

GEURTSSEN Aart  
(P.E., Pays-Bas, Libéral et Démocratique)

GHANA

- Hon. ATTA-KESSON, Député
- Hon. MPIANI K.O., Député

GLINNE Ernest  
(P.E., Belgique, Socialiste)

de GOEDE Arie  
(P.E., Pays-Bas, non inscrits)

GREMETZ Maxime François  
(P.E., France, Communiste et Apparentés)

GRENADA

-

-

GRIFFITHS Winston J.  
(P.E., Royaume-Uni, Socialiste)

GUINEA BISSAU

-

-

GUINEA ECUATORIAL

-

-

GUINEE

- DIALLO Seydou, Député
- DIAKITE Mohamed, Premier Secrétaire à l'Ambassade  
auprès des Communautés européennes



GUYANA (Republic of)

- S.E. M. INSANALLY Samuel Rudolph,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- HALES David T.A., Secrétaire à la mission auprès  
des Communautés européennes

HAAGERUP Niels Jørgen  
(P.E., Danemark, Libéral et Démocratique)

HÄNSCH Klaus  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ 'Ιωάννης  
(Ε.Κ., 'Ελλάς, Σοσιαλιστική 'Ομάδα)

HARALAMPOPOULOS Ioannis  
(P.E., Grèce, Socialiste)

HAUTE VOLTA

- S.E. M. DAKOURE Antoine  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- YAMEOGO Antoine Wouigou,  
Conseiller Technique à la Présidence

HERKLOTZ Louise  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

HOFF Magdalene (Mme)  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

HUME John  
(P.E., Royaume-Uni, Socialiste)

IRMER Ulrich  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Libéral et Démocratique)

JACKSON Christopher  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

JAMAICA

- S.E. Miss PARRIS Carmen  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- WILLIAMS Arthur, Deputy Speaker de l'Assemblée Nationale

JAQUET Gérard  
(P.E., France, Socialiste)

JOHNSON Stanley P.  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

JÜRGENS Heinrich  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Libéral et Démocratique)

KELLETT-BOWMAN Edward T.  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

KENYA

- Hon. MOSES ARAP KEINO, Speaker de l'Assemblée Nationale
- Hon. KASANGA MULWA, Député, Président du Comité  
des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale

KIRIBATI (Republic of)

-

-

KIRK Kent S.  
(P.E., Danemark, Démocrate Européen)

KLEPSCH Egon Alfred  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

KÜHN Heinz  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

LEMMER Gerd Ludwig  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

LENTZ-CORNETTE Marcelle Mme  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

LESOTHO

- S.E. M. L.B. MONYAKE, Ambassadeur auprès des Communautés européennes

-

LEZZI Pietro  
(P.E., Italie, Socialiste)

LIBERIA (Republic of)

- GBATU Jeffred, Speaker, Président du Conseil  
de Rénovation Populaire
- S.E. M. JARRET Sylvester,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

LIGIOS Giosuè  
(P.E., Italie, Parti Populaire Européen)

LOO Charles-Emile  
(P.E., France, Socialiste)

LÜCKER Hans August  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

LUSTER Rudolf  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

LYNGE Finn  
(P.E., Danemark, Socialiste)

McCARTIN John Joseph  
(P.E., Irlande, Parti Populaire Européen)

MADAGASCAR (République Démocratique de)

-

-

MALAWI

- S.E. M. KACHIKUWO D.P. Wilson,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

-

MALI

- S.E. M. DIARRA Yaya,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

- KASSE Boubakar, Député

ILE MAURICE

- S.E. M. CHASLE Raymond,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

- M. HOSSEN P.C., Premier Conseiller à l'Ambassade  
auprès des Communautés européennes

MAURITANIE (République Islamique de)

- S.E. M. BOUNA Kane,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

- FARBA Daniel B., Ministre des Finances

MICHEL Victor J.J.  
(P.E., Belgique, Parti Populaire Européen)

MOREAU Jacques P.  
(P.E., France, Socialiste)

NARDUCCI Angelo  
(P.E., Italie, Parti Populaire Européen)

## NIGER

- MADOU Mahamadou, Secrétaire Général de la Présidence
- BACHAR Issoufou,  
Conseiller à la mission auprès des Communautés européennes

## NIGERIA

- S.E. M. AFOLABI Peter Ayodele  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- AKINNIRANYE Ebenezer A.  
Ministre-Conseiller à la mission  
auprès des Communautés européennes

NORMANTON Tom  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

NYBORG Kai  
(P.E., Danemark, Démocrate Européen de Progrès)

d'ORMESSON Olivier  
(P.E., France, Parti Populaire Européen)

PAJETTA Giancarlo  
(P.E., Italie, Communiste et Apparentés)

PANELLA Marco  
(P.E., Italie, Groupe de coordination technique et de défense  
des Groupes et des Parlementaires indépendants)

## PAPUA NEW GUINEA

- LEVI Noël, Ministre des Affaires étrangères
- KEPORE Denis, Chargé d'Affaires à l'Ambassade  
auprès des Communautés européennes

PEARCE Andrew  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

PEDINI Mario  
(P.E., Italie, Parti Populaire Européen)

PELIKAN Jiri  
(P.E., Italie, Socialiste)

PENDERS Johannes J.M.  
(P.E., Pays-Bas, Parti Populaire Européen)

PIQUET René-Emile  
(P.E., France, Communiste et Apparentés)

POIRIER R. Henriette (Mme)  
(P.E., France, Communiste et Apparentés)

PONIATOWSKI Michel C.  
(P.E., France, Libéral et Démocratique)

PRANCHERE Pierre-Benjamin  
(P.E., France, Communiste et Apparentés)

PRICE Peter  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

PULETTI Ruggero  
(P.E., Italie, Socialiste)

RABBETHGE Renate-Charlotte (Mme)  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

RINSCHKE Günter  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

RIPA di MEANA Carlo  
(P.E., Italie, Socialiste)

ROGERS Allan R.  
(P.E., Royaume-Uni, Socialiste)

ROMUALDI Pino  
(P.E., Italie, non inscrit)

#### RWANDA

- S.E. M. HATUNGIMANA Callixte,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- NAHIMANA Théoneste, Directeur général du Commerce

RYAN Richie  
(P.E., Irlande, Parti Populaire Européen)

SABLE Victor  
(P.E., France, Libéral et Démocratique)

#### SAINT LUCIA

-

-

#### SAINT-VINCENT AND THE GRENADINES

-

-

SAO TOME E PRINCIPE

-

-

SCHIELER Rudolf F.  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

SCHÖN Konrad  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

SCHWARTZENBERG Roger-Gérard  
(P.E., France, Socialiste)

SEEFELD Horst  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

SENEGAL

- GUILLABERT André,  
Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale

- FALL Moustapha,  
Député à l'Assemblée Nationale

SEYCHELLES (Republic of)

-

-

SHERLOCK Alexander  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

SIERRA LEONE

- Hon. AKIBO-BETTS Alfred, Ministre d'Etat

- THOMAS Darlinda (Mlle)

SIMMONDS Richard  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

SIMPSON Anthony  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

SKOVMAND Sven  
(P.E., Danemark, Groupe de coordination technique et de défense  
des Groupes et des Parlementaires Indépendants)

SOLOMON ISLANDS

-

-

REPUBBLICA DEMOCRATICA SOMALA

- ABDIKASSIM SALAD HASSAN, Président de la Commission Politique  
Chef de la Délégation
- AHMED MOHAMED DUALEH,  
Président de la Commission Economique et Financière

SPICER James  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

SUDAN

- S.E. M. SIDDIG Sayed Nuri Khalil,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes

REPUBLIEK SURINAME

- S.E. M. LAMUR Carlo,  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- M. VAN DIJK Ferdinand C.,  
Conseiller à l'Ambassade à Bruxelles

SWAZILAND

- MBULI Kenneth, Chargé d'Affaires a.i. à la mission  
auprès des Communautés européennes
- PATO S.A., Premier Secrétaire à la mission  
auprès des Communautés européennes

TANZANIA

- S.E. M. MULOKOZI, Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- MAIALE ALLYM, Ministre-Conseiller

TAYLOR John David  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

TCHAD

-

-

TOGO

- AGBENOWOSSI-KOFFI Kodjo, Député - Rapporteur Général à l'Assemblée Nationale et Chef de la Délégation
- SCHUPPIUS Kodjo Ellom,  
Membre de la Délégation et Chargé d'Affaires

TONGA

- VASI'AHOKOVI Tevita, Premier Secrétaire à l'Ambassade  
au Japon des Communautés Européennes

-

TRINIDAD AND TOBAGO

- RAMBERT Peter, Premier Secrétaire

-

TURNER Amédée E.  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

TUVALU

-

-

UGANDA

- Hon. BUTAGYIRA Francis, Speaker de l'Assemblée Nationale
- Hon. MAKMOT Henry M.B., Député, Ministre des Finances

VANDEWIELE Marcel Albert  
(P.E., Belgique, Parti Populaire Européen)

UGANDA

-

-



VEIL Simone (Mme) (x)  
(P.E., France, Libéral et Démocratique)

VERGEER Willem J.  
(P.E., Pays-Bas, Parti Populaire Européen)

VERGES Paul  
(P.E., France, Communiste et Apparentés)

WALZ Hanna Mme  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

WARNER Sir Fred  
(P.E., Royaume-Uni, Démocrate Européen)

WAWRZIK Kurt  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

WEBER Beate Mme  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Socialiste)

WEDEKIND Rudolf  
(P.E., République Fédérale d'Allemagne, Parti Populaire Européen)

#### WESTERN SAMOA

WOLTJER Eisso  
(P.E., Pays-Bas, Socialiste)

#### ZAIRE

- AMOUNDOIA Isia, Chef de la délégation
- RAMAZANI MWENE MALUNGU, Commissaire du Peuple

#### ZAMBIA

- Hon. CHOTA R.V., Membre du Parlement, Deputy Speaker
- Hon. NATALA R.A., Membre du Parlement

(x) Président du Parlement européen  
Co-Président de l'Assemblée Consultative

ΖΑΡΝΙΝΙΔΗΣ Νίκος  
(Ε.Κ., Ελλάδα, Νέα Δημοκρατία)

ZARDINIDIS Nikos  
(P.E., Grèce, Nouvelle Démocratie)

ZIMBABWE

- M. CHADZINGWA, Ministre
- S.E. M. BLUMERIS, Ambassadeur auprès des Communautés européennes

## II. AUTRES PARTICIPANTS

### BARBADOS

- O'BRIEN TROTMAN, Sénateur

### BENIN

- GNIBEHOU Justin, 5ème Vice-Président
- ASSANI Ali, 7ème Vice-Président
- S.E M. GBAGUIDI David Douwa, Ambassadeur à la mission  
auprès des Communautés européennes
- M. LEGÓUDA, Conseiller

### BURUNDI

- NGENDAKUMANA Vénérand, Premier Conseiller à la mission  
auprès des Communautés européennes

### CAMEROUN

- M. ATOGHO, Directeur du Cabinet du Président  
à l'Assemblée Nationale
- KING-ONDUA Pierre

- 
- S.E. M. HAMAN-DICKO, Ambassadeur auprès des Communautés européennes

### REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- S.E. M. PSIMHIS Jean-Louis  
Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- M. BOMAYAKO Gilbert, Premier Secrétaire

CONGO (République Populaire du)

- BAYONNE Bernadette, 2ème Vice-Président Assemblée Populaire
- ONDZIE Roger, Député
- S.E. M. RAOUL Alfred, Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- NDONGO Daniel, Premier Secrétaire à la mission auprès des Communautés européennes
- OCKOT-EDZOUA, Conseiller du Premier Vice-Président à l'Assemblée Nationale
- MOUISSOU-POATY, Député
- BOUKA Hervé, Chef du Protocole
- NTALLOULOU Antoine, Secrétaire

COTE D'IVOIRE

- KIGBAFORY SILUE Joachim, Député
- KOUME N'DRI KPATCHIBO, Conseiller Technique auprès du Président de l'Assemblée Nationale
- BONI Pierre, Premier Conseiller à la mission auprès des Communautés européennes

DJIBOUTI

- S.E. M. AHMED Ibrahim, Ambassadeur auprès des Communautés européennes
- M. OSMAN ROBLEH, Député

GABON

- M. DOMG-NZE
- Dr. BIOGHE

GHANA

- SEKYIAMAH E.K., Ministre Conseiller à la mission  
auprès des Communautés européennes

KENYA

- M. NGUGI
- M. OBANA
- M. MUTHAURA

LIBERIA

- BLACKETT Konah, Chargé d'Affaires à la mission  
auprès des Communautés européennes
- YATES Lawrence, Coordinateur Affaires C.E.E.
- DOLO Moses, Assistant Spécial
- GWAIKOLO Dahn, Officier de Liaison

MALI

- M. MAIGA Bania

ILE MAURICE

- DALAIS Ghislaine, Représentant de la Chambre de l'Agriculture,  
du Commerce et de l'Industrie
- BOULLE Bernard, Représentant de la Chambre  
de Commerce et d'Industrie

NIGER

- FRIEDEL Gero, Conseiller technique à la Présidence

PAPUA NEW GUINEA

- M. PITIL
- M. DUVASA
- M. PATILIAÏ

#### RWANDA

- RUKIRA Isidore, Premier Conseiller à la mission  
auprès des Communautés européennes
- HABİYAKARE Christophe, Directeur de la Coopération Multilatérale  
au Ministère des Affaires étrangères et  
de la Coopération
- MUNYAMBARAGA Narcisse, Directeur des Programmes  
au Ministère du Plan
- M. MULINDANGABO, Ministre du Plan

#### SAO TOME E PRINCIPE

- Melle BRANDO M.

#### SENEGAL

- S.E. M. SY Seydina Oumar, Ambassadeur à la mission auprès  
des Communautés européennes

#### SOMALIA

- S.E. M. AHMED Omar Salah, Ambassadeur à la mission auprès  
des Communautés européennes
- ABDISAMAD ALI FARAH, Fonctionnaire du Parlement

#### UGANDA

- S.E. M. OKELO Francis G., Ambassadeur auprès des  
Communautés européennes
- WAGABA Charles W.G., Secrétaire à la mission auprès  
des Communautés européennes
- Hon. ECWOU Dennis, Député

#### ZAIRE

- M. KIUATH, Conseiller au Conseil Législatif
- M. MBOSO, Premier Conseiller à la mission  
auprès des Communautés européennes
- M. LOMATA, Commissaire du Peuple
- M. NEMBUZU, Commissaire du Peuple

#### ZAMBIA

- BWALYA Fidelis Fields, Chargé d'affaires a.i. à la mission  
auprès des Communautés européennes

III. REPRESENTANTS DES PAYS OBSERVATEURS

ANGOLA

MOZAMBIQUE

#### IV. INSTITUTIONS DES A.C.P. ET DE LA C.E.E.

##### A. CONSEIL DE MINISTRES A.C.P.-C.E.E.

- DUBOIS André, Directeur Général
- LESORT Gonzague, Directeur
- BOGAART Marteen, Administrateur
- GIGLIONE Marysa Mme
- WILLIGENS H. Melle
- BEZZI Marie Lena Melle
- GONDIER Melle

##### B. CONSEIL DE MINISTRES DES A.C.P.

- S.E. M. VOLOVASAMANAIA Filipino,  
Ministre des Finances, Western Samoa  
Co-Président du Conseil des Ministres ACP-CEE
- OKOLC-ODONGO Thomas, Secrétaire Général du Groupe des A.C.P.
- CARRINGTON E.W., Secrétaire Général adjoint
- M. DODO, Conseiller Juridique
- CENE A.B., Conseiller Juridique
- M. CHIWENDA, Chef de Division Commerciale
- M. ADOUKI, Expert chargé Presse et Information
- M. MULUGETA, Expert Economique
- Mme GOPAUL
- Melle APPADOO Diana, Secrétaire
- Melle BAKSH Melle, Secrétaire
- M. RUTAGWERA
- Mme FRANCIS



C. CONSEIL DE MINISTRES C.E.E.

- The Hon. Douglas HURD, CBE, MP,  
Ministre adjoint aux Affaires étrangères  
Co-Président du Conseil des Ministres ACP-CEE
- K.C. CHRISTOPHAS, C.M.G., M.B.E., Directeur Général
- de THOMASIS Giacinto, Directeur Général
- MESTDAGH Jean, Chef de Division des Affaires Parlementaires
- DI DONATO Anne Marie Mlle

D. COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

- PISANI Edgard Edouard, Membre de la Commission
- BLANC Christian, Chef de Cabinet de M. Pisani
- LEYG Jean-Charles, Membre du Cabinet de M. Pisani
- FOLEY Maurice, Directeur Général adjoint
- VAN HOEK François, Directeur
- GRUNER Gunther, Chef de Division
- RUSSEL H., Chef de Division
- VINCENT Daniel, Chef de Division
- RYELANDT Bernard, Chef de Service
- KROENER Ernst, Administrateur principal
- THURMES Fernand, Administrateur principal
- PAGNI Lucien, Rédacteur en chef
- LAVAUD Jacqueline Mme, Secrétaire Cabinet de M. Pisani

V. SECRETARIAT GENERAL DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE ACP-CEE

- François EYOK, Secrétaire général adjoint à l'Assemblée Nationale du Cameroun  
Co-Secrétaire général de l'Assemblée Consultative ACP-CEE
- Hans-Joachim OPITZ, Secrétaire général du Parlement européen  
Co-Secrétaire général de l'Assemblée Consultative ACP-CEE
- Pierre KING-ONDOUA, Conseiller technique

-oOo-

- Enrico VINCI, Directeur du Cabinet du Président du Parlement européen
- Marc DANDELLOT, Directeur adjoint du Cabinet du Président du Parlement européen

o  
o     o  
o

Services du Parlement européen plus particulièrement chargés des travaux  
relatifs à l'Assemblée Consultative ACP-CEE

A. D.G. Greffe et Services Généraux

- P. HEIM, Directeur
- G. BOKANOWSKI, Directeur
- G. VERDOIA, Chef de division, Séance
- J. GYSBRECHTS, Chef de division, Compte rendu
- E. RINGELSTEIN (Mlle), Administrateur (Séance)
- R. KOENNER (Mme)

B. D.G. Commissions et Délégations Interparlementaires

- F. PASETTI BOMBARDELLA, Directeur général
- R. BRUCH, Directeur général adjoint
- N. RIEFFEL, Chef de division, Développement et Coopération
- W. SCHROEDER
- B. ROSE
- J. REUVEKAMP-GILLE (Mlle)

C. D.G. Information et Relations Publiques

- R. LEGRAND-LANE, Directeur général
- J.C. GALLI-CAVOUKDJIAN, Chef de division, Pays en voie de développement
- F. GEORGES, Chef de division
- S. WRIGHT, Chef de division

D. D.G. Administration, Personnel et Finances

- K.-H. NEUNREITHER, Directeur général
- J. Mc GOWAN SMITH, Directeur général adjoint
- R. PITTMVILS, Directeur
- M. MESTAT, Chef de division, Protocole
- I. LANGEN (Mlle)

E. D.G. Recherche et Documentation

- J.P. TAYLOR, Directeur général
- F. ROY, Directeur
- A. MICHEL (Mme)



Assemblée Consultative  
CEE/ACP

du 28/30 Septembre 1981

DISCOURS  
VEIL

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

EXCELLENCES,

MESDAMES ET MESSIEURS,

1

EN OUVRANT AUJOURD'HUI LA PREMIÈRE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE ACP-CEE DE LA DEUXIÈME CONVENTION DE LOME, JE TIENS À VOUS ADRESSER À TOUS UNE TRÈS CORDIALE BIENVENUE ET À VOUS DIRE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT MUNA, LE GRAND PLAISIR QUE J'AI À VOUS RETROUVER À CETTE TRIBUNE.

, clap

AU-DELÀ DE SON ASPECT INAUGURAL, JE VEUX VOIR DANS L'OUVERTURE DE CETTE SESSION UN SIGNE ENCOURAGEANT, PARCE QU'AINSI S'ÉTABLIT ET SE PROUVE AUX YEUX DU MONDE LA PÉRENNITÉ DES LIENS ENTRE LES PAYS ACP ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE.

LES ÉLARGISSEMENTS SUCCESSIFS DE NOTRE CONVENTION À DE NOUVEAUX PARTENAIRES M'EN PARAÎSENT UN SIGNE TANGIBLE. DEPUIS NOTRE DERNIÈRE RÉUNION, LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU ET DE LA RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE NOUS ONT REJOINTS EN Y ADHÉRANT. AU NOM DE TOUS LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE, JE SOUHAITE TOUT PARTICULIÈREMENT LA BIENVENUE PARMI NOUS AUX REPRÉSENTANTS DE CES DEUX PAYS. M'ADRESSANT PLUS SPÉCIALEMENT AU REPRÉSENTANT DU ZIMBABWE, JE SOULIGNE QUE NOUS SOMMES TRÈS HEUREUX DE VOIR QUE SON PAYS, APRÈS LES LONGUES ET DIFFICILES ÉPREUVES QU'IL A TRAVERSÉES, A PU ENFIN REJOINDRE LA COMMUNAUTÉ DES PAYS ACP. JE SOUHAITE ENFIN QUE

./.

LES PROCÉDURES DE RATIFICATION DE L'ACCORD D'ADHÉSION SOIENT BIENTÔT ACHÉVÉES DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ, ET QU'AINSI LE ZIMBABWE PUISSE, DANS LES MEILLEURS DÉLAIS, BÉNÉFICIER DE LA TOTALITÉ DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION.

2. PERMETTEZ-MOI AUSSI, EN VOTRE NOM À TOUS, DE DIRE COMBIEN NOUS NOUS RÉJOUISSONS D'ACCUEILLIR POUR LA PREMIÈRE FOIS MONSIEUR PISANI, COMMISSAIRE AU DÉVELOPPEMENT, DANS NOTRE ASSEMBLÉE CONSULTATIVE. LA TÂCHE DE REMPLACER MONSIEUR CHEYSSON, DONT IL ME PLAÎT DE SOULIGNER ICI L'OEUVRE INLASSABLE ET PASSIONNÉE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT, EST REDOUTABLE ET NOUS SOMMES TRÈS HEUREUX QU'ELLE AIT ÉTÉ CONFIÉE À UN HOMME DONT NOUS CONNAISSONS TOUS LA COMPÉTENCE ET L'ESPRIT DE DIALOGUE.

APRÈS YAOUNDÉ I ET YAOUNDÉ II, NOTRE COOPÉRATION A FRANCHI UNE NOUVELLE ÉTAPE AVEC LA DEUXIÈME CONVENTION DE LOMÉ. NOTRE PRÉSENTE ASSEMBLÉE EST LA PREMIÈRE DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE CETTE NOUVELLE CONVENTION. NOS TRAVAUX SERONT DONC LARGEMENT CONSACRÉS À L'EXAMEN ET L'APPRÉCIATION DES CONDITIONS DE CETTE PREMIÈRE ANNÉE DE MISE EN OEUVRE.

MAIS AVANT D'ABORDER CET ASPECT, JE VOUDRAIS ICI LANCER UN APPEL, PLUTÔT UN CRI D'ALARME. JE CROIS QUE LE MOT N'EST PAS TROP FORT, N'EST PAS TROP DRAMATIQUE LORSQUE L'ON CONSIDÈRE L'ENJEU QUI EST EN CAUSE : C'EST-À-DIRE L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS PLUS JUSTES ET PLUS ÉQUILIBRÉS ENTRE LE NORD ET LE SUD, QUI CONSTITUE LA NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE NOTRE ÉPOQUE.

clap fin ③

./.

EN DÉPIT DU FAIT QUE LES CONFÉRENCES, RENCONTRES, SESSIONS EXTRAORDINAIRES SE MULTIPLIENT POUR PARVENIR À UNE RELANCE DU DIALOGUE NORD-SUD ET AINSI À UN DÉBUT DE SOLUTION AUX PROBLÈMES POSÉS, LA SITUATION DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT EST TOUJOURS EXTRÊMEMENT GRAVE.

ON POURRAIT, POUR ILLUSTRER CETTE GRAVITÉ, CITER UNE MULTITUDE DE CHIFFRES QUI CONSTITUENT AUTANT D'ACCUSATIONS DE L'ORDRE MONDIAL ACTUEL. JE NE RAPPELLERAI ICI QUE QUELQUES DONNÉES :

- DES CENTAINES DE MILLIONS D'HOMMES SOUFFRENT QUOTIDIENNEMENT DE LA FAIM ; CHAQUE ANNÉE, 15 MILLIONS D'ENFANTS MEURENT AVANT D'AVOIR ATTEINT L'ÂGE DE 5 ANS ;
- LES SOMMES SUPPLÉMENTAIRES QUE LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ONT DÛ PAYER EN 1980 PAR RAPPORT À 1979 POUR LEUR FACTURE PÉTROLIÈRE DÉPASSENT LE MONTANT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT FOURNIE PAR LES PAYS OCCIDENTAUX ;
- LE DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS DE PÉTROLE PASSERA EN 1981 À 425 MILLIARDS DE DOLLARS ;
- SELON LES EXPERTS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, UN MILLIARD D'EMPLOIS DEVRAIENT ÊTRE CRÉÉS D'ICI L'AN 2000, DONT LA TRÈS GRANDE MAJORITÉ DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

3

CES DONNÉES SONT CONNUES ; TOUS LES RESPONSABLES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES SONT PRÊTS À LES DÉNONCER ET À RÉCLAMER AVEC PLUS OU MOINS DE SINCÉRITÉ LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL. MALHEUREUSEMENT, DÈS QUE L'ON ABORDE LES ASPECTS PLUS CONCRETS, QU'IL S'AGISSE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE, DES ACCORDS MONDIAUX PAR PRODUITS OU MÊME SEULEMENT DE L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE NORD-SUD, ON S'APERÇOIT QUE LES INTÉRÊTS PARTICULIERS, LES ÉGOÏSMES NATIONAUX OU LE DÉSENGAGEMENT POLITIQUE EMPÊCHENT DE PARVENIR À DES SOLUTIONS. EN FIN DE COMPTE, CE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL SEMBLE S'ÉLOIGNER AU FUR ET À MESURE QUE SA NÉCESSITÉ S'ACCROÎT.

CE JUGEMENT PESSIMISTE POURRAIT ÊTRE CORRIGÉ APRÈS L'INTENSE ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE DE CET ÉTÉ 1981. RAPPELONS QUE LA RELANCE DU DIALOGUE NORD-SUD CONSTITUAIT UN DES PRINCIPAUX THÈMES DE LA RENCONTRE D'OTTAWA, ET CE NOTAMMENT DANS LA PERSPECTIVE DE LA PROCHAINE RÉUNION DE CANCUN.

PAR AILLEURS, LES RÉCENTES CONFÉRENCES DE NAIROBI ET DE PARIS ONT SENSIBILISÉ LES GOUVERNEMENTS ET LEURS OPINIONS PUBLIQUES AUX PROBLÈMES ÉNERGÉTIQUES DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET À LA SITUATION DÉSESPÉRÉE DES PAYS LES MOINS AVANCÉS.

ENFIN, LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT RÉUNIS DANS LE CADRE DU GROUPE DE 77 ONT, LORS DE LA RÉUNION À CARACAS EN MAI DERNIER, DÉGAGÉ LES LIGNES D'ACTION DE LEUR COOPÉRATION INTERNE.

lap 4



IL EST CERTES TROP TÔT POUR FAIRE LE BILAN DE CES RÉUNIONS. ON PEUT CEPENDANT DÉJÀ RELEVER QUE L'ESPRIT QUI LES A ANIMÉES LAISSE AUGURER, DU MOINS SOUHAITONS-LE NOUS ARDEMENT, D'UNE EFFECTIVE RELANCE DU DIALOGUE NORD-SUD LORS DU PROCHAIN SOMMET DE CANCUN.

MON INTENTION N'EST PAS DE M'ÉTENDRE ICI PLUS LONGUEMENT SUR CETTE QUESTION. SI J'AI CEPENDANT RAPIDEMENT ABORDÉ L'ASPECT GLOBAL DES RELATIONS ENTRE PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET PAYS INDUSTRIALISÉS, C'EST PARCE QUE CELLES-CI CONDITIONNENT POUR UNE LARGE PART LES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE NOTRE CONVENTION DE LOMÉ. NOUS SOMMES AINSI LES PREMIERS À RESENTIR COMBIEN L'ABSENCE D'ACCORDS MONDIAUX SE RÉPERCUTE NÉGATIVEMENT SUR LA COOPÉRATION ACP-CEE.

NOUS AURONS D'AILLEURS LARGEMENT L'OCCASION DE DÉBATTRE DE CES PROBLÈMES À TRAVERS L'EXAMEN DU RAPPORT DE MONSIEUR L'AMBASSADEUR INSANALLY SUR L'ÉTAT D'APPLICATION DE LA CONVENTION DE LOMÉ II. SANS VOULOIR PRÉJUGER DU RÉSULTAT DE CES DÉBATS, ON PEUT NÉANMOINS DÉJÀ REMARQUER QUE LES DIFFICULTÉS DANS L'APPLICATION DU PROTOCOLE SUCRE, CELLES LIÉES À L'ACCORD MONDIAL SUR LE CACAO, TROUVENT POUR UNE GRANDE PARTIE LEUR ORIGINE DANS LE DÉRÈGLEMENT CHRONIQUE DES MARCHÉS MONDIAUX.

CECI NE DOIT CEPENDANT PAS NOUS AMENER À REJETER SUR LA SITUATION MONDIALE LA CAUSE DE TOUTE DÉFAILLANCE OU MAUVAISE APPLICATION DE LA CONVENTION DE LOMÉ. LE RAPPORT DE MONSIEUR INSANALLY NOUS PERMETTRA, J'EN SUIS PERSUADÉE, DE SITUER EXACTEMENT LE NIVEAU DES RESPONSABILITÉS, AINSI QUE LES SOLUTIONS QUI S'IMPOSENT. CES SOLUTIONS, NOUS DEVRONS LES ÉTUDIER AVEC UN MAXIMUM D'ATTENTION ET DE SENS DES RÉALITÉS, AFIN DE PERMETTRE À LA CON-

(4)

VENTION DE LOMÉ DE CONTINUER À PROGRESSER. IL EST EN EFFET ESSENTIEL QUE, MÊME DANS UN ENVIRONNEMENT DÉFAVORABLE, LES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LES PAYS ACP RESTENT UN MODÈLE, UNE OEUVRE DE RÉFÉRENCE QUI PROUVE QUE LA COOPÉRATION ENTRE PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET PAYS INDUSTRIALISÉS EST NON SEULEMENT SOUHAITABLE, MAIS ÉGALEMENT POSSIBLE.

chap 5

C'EST À PERMETTRE LA RÉALISATION DE TELS PROGRÈS QUE LE COMITÉ PARITAIRE S'EST ATTACHÉ. JE ME DOIS DE SOULIGNER ICI COMBIEN NOTRE ASSEMBLÉE DEVRA À LA QUALITÉ DE SON TRAVAIL, DONT JE REMERCIE PERSONNELLEMENT MESSIEURS BERSANI ET GUILLEBERT.

JE SAIS QUE LE COMITÉ PARITAIRE, LA SEMAINE PASSÉE, A TRAVAILLÉ SANS RELÂCHE À LA PRÉPARATION DE NOTRE ASSEMBLÉE ET QUE CELA A POSÉ DES PROBLÈMES TECHNIQUES DONT NOUS DEVONS EXAMINER LES DIFFÉRENTS ASPECTS POUR NOS TRAVAUX FUTURS. JE TIENS À REMERCIER TRÈS SINCÈREMENT LES MEMBRES DU COMITÉ PARITAIRE ET TOUS NOS COLLABORATEURS.

(5)

DEPUIS NOTRE DERNIÈRE SESSION, LE COMITÉ PARITAIRE, OUTRE LES DEUX RÉUNIONS QU'IL A TENUES - À FREETOWN EN FÉVRIER DE CETTE ANNÉE ET À STRASBOURG LA SEMAINE DERNIÈRE - A ÉGALEMENT MIS EN PLACE DEUX NOUVEAUX GROUPES DE TRAVAIL, L'UN CHARGÉ DE PROPOSER UN PLAN DE LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION, L'AUTRE D'EXAMINER LES FINS ET MOYENS POUR UN DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE. CE FAISANT, IL NE S'EST PAS SEULEMENT SAISI DE DEUX PROBLÈMES D'UNE ACTUALITÉ DRAMATIQUE, MAIS A EN MÊME TEMPS CONFIRMÉ SON DYNAMISME ET SA CAPACITÉ D'ADAPTER SES MÉTHODES DE TRAVAIL AUX NÉCESSITÉS D'UNE MEILLEURE ET PLUS LARGE APPLICATION DE LA CONVENTION DE LOMÉ.

A FREETOWN, LE COMITÉ PARITAIRE A CONCLU SES TRAVAUX PAR L'ADOPTION D'UNE IMPORTANTE DÉCLARATION FINALE SUR LES ACTIONS À ENTREPRENDRE EN VUE D'UNE APPLICATION OPTIMALE DE LA CONVENTION DE LOMÉ II AINSI QUE SUR L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE GLOBALE DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT. IL A DE PLUS RAPPELÉ, À TRAVERS UNE RÉOLUTION SUR L'AFRIQUE AUSTRALE, LA GRAVITÉ DES PROBLÈMES QUI SE POSENT DANS CETTE RÉGION ET SUR LESQUELS NOTRE ASSEMBLÉE EST APPELÉE À DÉLIBÉRER.

GRÂCE AUX TRAVAUX QU'IL VIENT D'ACCOMPLIR À STRASBOURG, LE COMITÉ PARITAIRE NOUS SOUMET AUJOURD'HUI UN PROJET D'ORDRE DU JOUR QUI CONTIENT, OUTRE L'EXCELLENT RAPPORT DE MONSIEUR L'AMBA-  
SADEUR INSANALLY SUR L'ACTION DE LA CONVENTION DE LOMÉ, UN AUTRE RAPPORT VISANT À ÉTENDRE LE DOMAINE D'APPLICATION DE LA CONVENTION À LA COOPÉRATION CULTURELLE ENTRE LES PAYS ACP ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE. IL FAUT FÉLICITER LE COMITÉ PARITAIRE D'AVOIR EU LA VOLONTÉ D'ABORDER CE SUJET, MALGRÉ SA COMPLEXITÉ ET SON CONTENU ÉMOTIONNEL. IL FAUT FÉLICITER PLUS PARTICULIÈREMENT LE GROUPE DE TRAVAIL MIS EN PLACE AU SEIN DU COMITÉ PARITAIRE, AINSI QUE LE RAPPORTEUR, POUR LA QUALITÉ DU TRAVAIL FOURNI ET POUR L'INTÉRÊT DES PROPOSITIONS FORMULÉES.

IL REVENAIT EN FAIT AUX INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES DE LA CONVENTION DE LOMÉ, QUI PAR LE PASSÉ DÉJÀ ONT SOUVENT OUVERT DE NOUVELLES VOIES, DÉFINI DE NOUVELLES ACTIONS, DE PROPOSER L'IN-  
TÉGRATION DE LA DIMENSION CULTURELLE DANS NOTRE COOPÉRATION. L'AS-  
PECT CULTUREL EST EN RÉALITÉ PRÉSENT DANS TOUS LES RAPPORTS HUMAINS, ET DONC DANS TOUTES FORMES DE COOPÉRATION. PLUTÔT QUE D'IGNORER CETTE RÉALITÉ, IL CONVIENT AU CONTRAIRE DE L'AFFIRMER EXPLICITEMENT ET DANS LE MÊME TEMPS D'EN PRÉCISER LES IMPLICATIONS. JE SUIS PER-  
SUADÉE QUE LA DISCUSSION QUI S'INSTAURERA DANS NOTRE ASSEMBLÉE SUR LE THÈME DE LA COOPÉRATION CULTURELLE CONSTITUERA UN DES MOMENTS FORTS DE NOS TRAVAUX. IL TÉMOIGNE EN EFFET DE LA VOLONTÉ QUI EST DEPUIS LONGTEMPS CELLE DE CETTE ASSEMBLÉE CONSULTATIVE, DE METTRE L'ACCENT SUR LES ASPECTS HUMAINS DE LA COOPÉRATION, ET DE CONTRIBUER

6

AINSI AU RAPPROCHEMENT DES PEUPLES DE LA COMMUNAUTÉ ET DES ÉTATS  
D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE.

DANS UN MOMENT OÙ LA SITUATION DE MAINS PAYS DU TIERS  
MONDE EST RÉELLEMENT TRAGIQUE, OÙ IL APPARAÎT URGENT DE DONNER À  
L'ACTION EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT UNE DIMENSION RADICALEMENT  
NOUVELLE, PUISSENT CES LIENS TISSÉS ENTRE NOS PEUPLES ÊTRE UN FER-  
MENT DE PROGRÈS, UN FACTEUR D'ESPOIR. TEL EST LE VOEU QUE JE FOR-  
MULERAI EN OUVRANT CETTE SESSION.

*applaudissement*

7 fin

ACP CONSULTATIVE ASSEMBLY

ADDRESS OF CO-PRESIDENT -

MR MUNA

Madam President,

Madam Minister of Foreign Affairs of Luxembourg,

Honourable Parliamentarians,

Your Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

It is a great pleasure for us to gather here again, at an ordinary session/ of the ACP-EEC Consultative Assembly.

*san clap -*

For me, it is a pleasant surprise to find myself, once more, on this rostrum, amongst personalities of such distinction. You will permit me, therefore, Your Excellencies and Honourable Members, to begin by saying a few words of deep appreciation on behalf of my colleagues in the Bureau, and on my own behalf.

To be re-elected Co-President for a fourth term is a mark of confidence, indeed. And when this is done along side with an outstanding personality, like the President of the European Parliament, it becomes an honour which pays great tribute to the wisdom and stability of this Consultative Assembly.

At such a time, the only thing I can say is that: my colleagues and I will do our best to respond to your constant co-operation and understanding.

You will permit me to proceed to convey the deep gratitude of all of us - guests of this Grand Duchy - to the people and authorities of Luxembourg, for their ever-flowing hospitality and kind disposition.

Madam Minister, you will do us the great favour and honour of being our spokesman to your very warm and generous people. Permit me, once more, Madam Minister, to seize this opportunity to congratulate you for your new role, and to convey to you the deep gratitude of the ACP partners for your invaluable contribution in laying a solid foundation to this Convention.

Our deep appreciation also goes to the European Parliament which makes excellent arrangements and provides staff and other vital services which ensure the success of these meetings. What better evidence of commitment to effective co-operation can we have than this!

Also, we would not have much to do here, were it not for the excellent work that the Council of Ministers, the Committee of Ambassadors, the Joint Committee and ad hoc Committees have so far done. We are therefore very thankful to all who are translating the aspirations and objectives of the Convention into reality, and we encourage them to continue to accomplish this very important mission.

o o o

Madam President,

Your Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

② [ It is significant to bear in mind that the coming into force of the new Lomé Convention coincides with the entry into it of three new members, namely: Greece, Zimbabwe and Vanuatu. ] ①

clap ①

These countries have come in, not only because they know the achievements of Lomé I, but mainly because they expect more from Lomé II - which is a unique arrangement that goes a long way in widening the sphere of international co-operation. The echo of Lomé II resounds in the halls of negotiations for co-ordinated international development, and our hope is that the fruits of our Convention produce the right effects everywhere. *slow* *slow*

There is reason for the partners of our Convention to expect more because:

- ③ [
- there is the will, on the side of both the ACP and the Community, to improve the future welfare of mankind; and
  - there is the determination, on both sides, to ensure that the provisions of the Convention are fully implemented.
- ] ②

For example, appropriate measures are already being taken to improve procedures for information and consultation, should any difficulties arise in the way of one partner or the other. We welcome the Convention's improved provisions on co-financing with their recognition of the need for harmonization and flexibility of procedures. Also, the effort to expedite and facilitate the work of the Council of Ministers by providing for additional consultations and regular exchanges of view by the Co-Presidents in-between the Council's annual sessions, is welcome.

o o o

Madam President,

Ladies and Gentlemen,

4

As I indicated earlier, our Convention offers much, and rouses much more in the way of great expectations, both within our member States and beyond. Its objectives are laudable, and we, as Parliamentarians, have a duty to carry these objectives on to our peoples, so that they are understood and appreciated, at the grass-roots, by the people who must ultimately benefit from them. 45"

3



We have a duty to ensure the implementation of the Convention. At the same time, our task includes education and orientation of the masses who are unemployed, hungry, poor, diseased, and oppressed or exploited - so that they come to a new sense of positive self-realization, and find fulfillment in self-reliant development. While we cry down the drop in Stabex and against the inadequacies, which were highlighted in the Focke Report, we of the ACP must work harder, so as to complement the benefits of the Convention. 1'30

*clap - (3) Truma*

We have a duty to carry out the campaign of re-orientation to policy-makers in local and multi-national corporations, so that there are more converts to our fundamental thesis of mutual interest or inter-dependence. Policy-makers in aid-giving and investment organizations must become convinced that progress, security and peace in ACP States will serve their best interests, protect vital investments, and meet the common goals of both the Community and the ACP States.

Our campaign of orientation in favour of a better appreciation of mutual dependence must be intensified at the level of Parliaments and Governments, so that the range of opportunities which the ACP States have for improving the future shape of economic and political relationships with the Community, produce the right results. Partnership must become a reality. When it

does become such, fear of losing positive influence, or fear of revenge arising from exploitation, will be eliminated and there will be scope for the defence of mutual or respective interests.

Madam President,

SON SEUL

When the laudable objectives of Lomé II are implemented whole-heartedly, and when they become models for emulation in the Councils of the Seventy-Seven, of the North-South Dialogue, of COMECON, and of United Nations development organs, fear will be eliminated between the East and the West, between the North and the South, between whites and blacks in South Africa, and the armaments race will collapse, leaving vital resources for socio-economic development.

SON SEUL

In conclusion, let me say that we do have much to do during this session - and this ranges from the Council of Ministers' Report, the Insanally Report, the Chasle Report on Culture, to the draft report on Fisheries, Hunger, etc.

In all that we do, there is the conviction that we are on the right path. There is goodwill and determination on both sides to ensure success. Each partner wishes to win in the bargain. As long as we continue in this vein, we are sure to arrive, hand in hand, to the bright and comforting shores of freedom, security

6

and prosperity. And once there, we will be in a position to help others, and to continue on the challenging path of life, with greater optimism.

Thank you very much for your kind attention.

40"  
applaudissement  
pas d'annonce

Solomon Tandeng MUNA

1000 Hz

1

DEFINITIVE TEXT OF SPEECH

TO BE GIVEN BY MR HURD TO THE ACP-EEC CONSULTATIVE ASSEMBLY

(Luxembourg, 28-30 September 1981)

Representant Permanent UK (presidence consul)

Distinguished co-Presidents of the Consultative Assembly,

{Prime Ministers}

Ministers

Your Excellencies

Honourable Members of the Consultative Assembly

Ladies and Gentlemen, Partners in the Lomé Convention

By bringing together the elected representatives of the peoples linked through the Lomé Convention, this Consultative Assembly assumes a vital role in the relationship between the ACP States and the Community. It is a particular honour for me to address to you today as the representative of the Council of the European Communities, and - if I may anticipate a little - as the representative of the Presidency of the Joint Council of Ministers.

{Transition from Lomé I to Lomé II}

I want to address you first of all in the latter capacity.

Since we last met a year ago there have been a number of important developments, above all the coming into

(2)

force of Lomé II on 1 January this year.

(As you have heard from M Vaovasamanaia and) as you have seen from the 1980/81 Annual Report of the ACP-EEC Council of Ministers, since we last met the transition has been gratifyingly smooth.

Among the most important factors that have made this possible I would like to single out

- the practical interim measures, particularly in relation to trade and the institutional arrangements, adopted by the Council of Ministers and the Committee of Ambassadors;
- the Commission's work on programming for EDF V, the advances made under STABEX to six countries affected by particularly serious losses in export earnings (worth some 35.6 million ecu in 1980), and the preliminary work done to study the requests for financial assistance under the important new provisions of Lomé II to help minerals producers (SYSMIN);
- the Community's readiness to apply unilaterally the new, improved arrangements for access of ACP agricultural products, processed agricultural products and rum from early 1980. I should like to mention in this connection that Community imports of ACP rum have increased substantially since 1975 both in quantity and value.

(3)

{Results of 6th ACP-EEC Council}

Following these transitional steps the April meeting of the ACP-EEC Council of Ministers here in Luxembourg was able to adopt, without discussion, no less than thirteen important decisions dealing with matters including:

STABEX,

Industrial Cooperation,

Financial and Technical Cooperation,

institutional arrangements,

the inclusion of the States of Kiribati and Zimbabwe in

the list of States benefiting from special measures

because of their special geographical or economic

circumstances.

The Council was also able, after a full airing of the difficult issues involved, to reach agreed decisions on a number of other matters. This successful outcome owed a great deal to the skilful chairmanship of Mr Shearer, Deputy Prime Minister of Jamaica and to the understanding he was able to reach with the European co-President, Dr van der Klaauw, Foreign Minister of the Netherlands.

Thus the Council took note of the resolutions of the Consultative Assembly in Luxembourg in September 1980 and of the ACP-EEC Joint Committee in Freetown in February 1981;

- in relation to the Good Offices Procedure concerning non-deliveries of sugar during the 1977/1978 delivery period,

(4)

the Council agreed that although the agreed quantities of these four countries had been reduced, all the ACP countries mentioned in the Sugar Protocol were eligible for the redistribution of quantities provided for in Article 7 of that Protocol;

- adopted the texts necessary for the implementation of the new section of the Convention dealing with Agricultural Cooperation and expressed its readiness to implement the relevant provisions as soon as possible. [This work is nearly complete and the Community is now putting to the ACP some firm proposals about the establishment of the Technical Centre for Agricultural and Rural Development;

- discussed the implementation of the provisions on financial and technical cooperation of the Second ACP-EEC Convention and emphasis was placed by the ACP States on their interest in speeding up and simplifying the procedures and in making greater use of co-financing possibilities - these questions are to be pursued by the new Article 108 Committee which will have a very important role to play;

- it agreed that the Commission would pursue its technical studies of the ACP request for the inclusion of new products within the STABEX arrangements. It was also agreed that the Committee of Ambassadors should be able to reach decisions on the Commission's recommendations;

- resolved outstanding problems concerning the accession of Greece to the Community thus enabling an Adaptation Protocol to be initialled on 24 June and to be signed on 8 October 1981. In consequence the Community unilaterally extended the current provisional trade arrangements between Greece and the ACP States for a further period of six months from 1 July 1981 to allow for the ratification and entry into force of the Protocol.

- took note of the Community's willingness to study jointly with the ACP States the solution to problems which might arise for them in the operation of the Community's Generalised Scheme of Preferences;

- the Council also agreed that joint ACP-EEC Committees, sub-Committees or Working Parties should examine and recommend solutions to problems arising in connection with the evolution of ACP-EEC trade, the consultation procedures to be followed in relation to safeguard measures, the supply of available agricultural products to the ACP States and the important report of the High Level Experts on the complementary financing of Industrial Cooperation, chaired by Professor Onitiri of Nigeria. This work is in hand.

Listing these decisions by their rather dry titles does not do justice to their direct



and practical impact on the lives of individual inhabitants of the member countries of the Convention.

{Customs Cooperation}

Since the Council there has been evidence of some improved features of the new Convention in action. For instance in the field of Customs Cooperation where practical measures of real value to individual ACP countries have been taken, for example derogations for tuna fish and fishing flies.

{New Accessions}

The conclusion of the accession agreement with Zimbabwe - an agreement already ratified by that country and by most of the Member States of the Community - will bring the number of ACP States to 61. I should like to appeal most seriously to Members of the European Parliament to do all they can to urge their national Parliaments to take all possible steps to

(7)

ensure that any further delay in the procedures for the ratification of the accession agreement with Zimbabwe is reduced to a minimum. <sup>different</sup> There are likely to be other requests for accession in the near future, particularly from newly independent Commonwealth countries in the Caribbean and in particular from Belize.

These countries are already assured of a warm welcome from both ACP and EEC under the terms of the Joint Declaration set out in Annex XVII to the Final Act of the Second Convention.

#### Appointment of M Pisani

Before concluding this part of my speech I should like to welcome M Pisani, who is attending his first meeting of this Assembly as Commissioner for Development. His contributions to our work will undoubtedly be of great value, drawn as they will be from wide experience of the problems we shall be discussing. I should also like to pay tribute to his predecessor, M Cheysson, who guided ACP-EC relations from their inception. We shall not of course be entirely deprived of his talents for in his new post as French Foreign Minister he continues to take an active interest in the development of ACP/EC relations.

#### {Trade Cooperation}

I should now like to speak to you as the representative of the President of the EC Council of Ministers. In reviewing the achievements of the first year of Lomé II from this stand point I should also like to pick

up some of the points which I have noted in the report of your rapporteur and in the draft resolutions before you.

Trade is of course one of the pillars upon which the Lomé Convention stands, and one of the main aims of Lomé is to increase and enhance trade between the Community and the ACP states. I think it is worth repeating that the trade arrangements under Lomé give the ACP more generous access to the Community market than any other third country.

But at the Joint Council the ACP made clear their unhappiness with some aspects of the development of trade. Although patterns of trade have changed only slowly, there were encouraging developments in ACP/EC trade under the first Lomé Convention. The overall value of trade has increased substantially (a 134% increase in the value to ACP exports to the Community between 1975 and 1980), and although the present trade surplus in favour of ACP states is to some extent explained by petroleum products there have been improvements in ACP exports of manufactured goods (notably chemical engineering and metal goods).

The Community will shortly be approaching the ACP to discuss the establishment of an expert group on the development of ACP-EEC trade. This group will consider just the sort of issues mentioned in Ambassador Insanally's report.

(9)

We in the Community are well aware of the ACP's particular concern about their textile exports to the Community. But the textile industry in the Community has suffered worse of all from the recession. Rapid increases in exports of any particularly sensitive product can create real problems. In 1980 118,000 jobs in the textile industry were lost in the UK alone. In this context I can assure the ACP that the Community is studying their proposals on consultation procedures and will be replying to them soon.

Distinguished co-Presidents, I must confess to some disappointment at the attitude taken in Ambassador Insanally's report to the Community's Generalised Scheme of Preferences. We on the Community side would expect the ACP to welcome the new Scheme with its concentration of benefits on the poorer and less competitive developing countries, and the imposition of import duties on sensitive products from better off and competitive developing countries. These will reduce pressure on the Community markets so benefiting ACP and poorer GSP beneficiaries.

{Stabex Reductions}

I should like to turn now to one of the most difficult topics under discussion between the Community and the ACP: Stabex.

The Community shares the concern expressed by the ACP. States about the need to reduce Stabex transfers for 1980.

We attach great importance to the successful operation of the system and the benefits which it is intended to confer. But it must be remembered that Stabex is not an open-ended system.

The resources to be made available under the system were agreed in the Lomé II negotiations, and we are now in the first year of operation of the new Convention. During discussions of the Committee of Ambassadors the ACP States put forward various suggestions with the aim of finding additional resources. These are being studied by the Community, but this is a complex subject and I am afraid that it is unlikely that the Community will be ready to give a final reply in the near future. But I am bound to say that it is too early to conclude as the draft resolution before this Assembly does that the resources overall will not be adequate.

{ACP Sugar Price}

Turning to another unresolved question, I must say how much I regret that the ACP countries have not, so far, been able to accept the Community's offer of a 7½ per cent increase in the guaranteed price for raw sugar. This is the same increase as has been granted to the Community's present raw sugar producers. Indeed, in a sense, it is a more generous one because in effect the increase enjoyed by Community producers will be abated by a 2 per cent levy which

(11)

will, for the first time, be applied to all production eligible for Community price support.

I recognise, of course, that one of the reasons which initially led to the rejection of the offer was the fact that the Community price for white sugar has been increased by 8½ per cent and the fear that this differential increase might set a precedent for a progressive erosion of the raw sugar price by comparison with the white price.

This fear should, however, have been laid to rest by a declaration adopted by the Agriculture Council in July which made clear that it would not adopt such a policy during the currency of the current Community sugar regime. Although the Agriculture Council declaration has not, so far, led to a change of view on the part of the ACP countries I hope that they will give it further study. The fact that the Agriculture Council was prepared to give firm assurances about the way it would operate the Community's internal sugar price support policy to meet the concern of the ACP suppliers is a clear indication of its commitment to the amicable and effective operation of the sugar protocol and I trust that the importance of this gesture will not be underestimated.

This Assembly is not of course a forum for negotiation, but I should like to appeal to the ACP to be prepared to resume their negotiations with the Commission so that an acceptable solution can be found very soon.

Finally I should say that the Community is currently considering a mandate to allow it to open negotiations to join the International Sugar Agreement.

(12)

{SYSMIN}

I should also say a brief word about SYSMIN. The Community has now completed its internal procedures for establishing the SYSMIN system and is likely to reach decisions soon on the eligibility of the claims received so far. This is an entirely new system, with its potential as yet untapped. It is not realistic to claim now, in its first year of operation, as does one of the reports to be presented to this Assembly, that the resources allocated to it are inadequate.

{Hunger}

I fully agree with the reference in Ambassador Insanally's report to the need for better planning of and preparation for meetings of the Council. The Community no less than the ACP deeply regretted that there was not time at the last Council in April for a proper discussion of perhaps the most serious problem facing the world at present - that of hunger.

6

Despite constant efforts by the Community and other developed countries in supplying food aid to the most needy, the situation in some countries including a number of ACP states has deteriorated rather than improved in the last few years. Fortunately the picture is not one of unrelieved

gloom and recent FAO harvest prospects for some regions are more optimistic than before. There are many underlying causes including natural disasters and population growth, not all of which we can even hope to eradicate. But we do at least know what our ultimate aim is - improved agricultural development so that developing countries can feed themselves.

The Centre for Agricultural and Rural Development which should be established soon will have an important part to play in helping the ACP states acquire the knowledge and expertise necessary to develop their agriculture. The large proportion of European Development Fund resources already earmarked for agricultural and rural development should also help to increase food production.

You will all be aware of the reference made in the communiqué of the Ottawa Summit to the intentions of the Italian Government to discuss within the European Community proposals dealing with world hunger.

I know that Commissioner Pisani is seized of the importance of this matter and that he will be reporting to us soon on them. You may be assured that they will be studied carefully and sympathetically.



(14)

(Development of fishery)

The importance of the fishery industry for the ACP States has been well brought out in the impressive report prepared by Ambassador KANU of Sierra Leone. The exploitation of fishery resources helps not only to alleviate problems of food shortages and of unemployment, but it can also be a significant contribution to the balance of payments of the ACP States concerned. The report has also emphasized that this sector is not without its difficulties.

The Community, for its part, is playing an important part in helping the ACP States to overcome these problems and to develop their indigenous maritime resources, both by means of financial and technical assistance provided under the ACP-EEC Convention, and by the conclusion of fishing agreements, in particular with West African States.

In this latter context, framework agreements have been concluded with Senegal and Guinea Bissau. The

15

agreement with Senegal has now come to an end and discussions are in course or in preparation concerning its possible renewal. As an interim arrangement, the agreement with Senegal had already been extended for a period of three months.

The Council has also established guidelines enabling the Commission to negotiate fisheries agreements with Mauritania, the Cape Verde Islands, Tunisia, the Seychelles and Mauritius.

Finally, guidelines are under study in the Council with a view to concluding agreements with a number of other West African countries to regulate tuna fishing off the coast of West Africa.

Sante

(Cultural cooperation)

I understand that particular attention was paid during the debates in the Joint Committee to Ambassador Chasle's very interesting report on cultural cooperation. We were, incidentally, very pleased to welcome Ambassador Chasle to London while he was working on his report. We had some very useful and interesting discussions with him.

The report raises a number of new perspectives, affecting both the present Convention and an eventual successor to Lomé. I hope that the Commission will reflect carefully on these ideas -- and make use of the means already available, for example for trading and education, to give effect to the recommendations where this is already possible.

Sautu

ref. on

(Nairobi and Paris Conferences)

We are pleased at the extent of progress achieved at the UN Conference on new and renewable sources of energy in Nairobi in August and welcome the adoption of the programme of action in the preparation of which the Community was closely involved. We believe the Conference will be seen as a milestone in the search for global solutions to energy problems that affect developed and developing countries alike.

The European Community is especially conscious of the needs of the least developed countries. We welcomed the Paris Conference and are proud that it took place in a Community capital. The Community will not be sparing in its efforts to ensure that this conference is followed by positive and concrete results which will help the least developed countries to overcome their fundamental problems. As you know the Community accepted the target, established at that Conference, of 0.15 % for aid to the least developed.

(Importance of Lomé)

Distinguished co-Presidents,

I am sure it is common ground between the Community and the ACP States that Lomé represents a substantial advance in

8 relations between developed and developing countries. There is no other relationship within the North/South framework which manages its affairs with so little rhetoric and produces such solid, practical achievements.

But we must not delude ourselves that Lomé alone can solve all the problems we face today. The Community is facing serious economic problems as a result of the current recession and is not in a position to make extra resources available, however worthy the cause.

We must be careful not to upset the delicate balance between the institutions. When difficulties arise, as can always happen, they must be discussed and negotiated patiently in the appropriate fora. To escalate problems recklessly to the political level can only devalue the significance of the Council as the final arbiter of problems. The problem of how to resolve urgent questions which arise between regular sessions of the Council has been taken into account in the Council's rules of procedure for contacts between the co-Presidencies. Like any other machinery the Lomé institutions need constant exercising if they are to remain in good working order.

Distinguished co-Presidents, may I ask that the members of the Consultative Assembly should keep these thoughts in mind and keep a just sense of proportion when raising either in our closed gathering here, or openly in public, what they may see as shortcomings or inadequacies of the Lomé Convention. Nothing is perfect, but one of the strengths of Lomé is that, largely because of its institutional arrangements, it contains in itself the means to constantly improve itself.

But many development problems, such as those of remunerative commodity prices or increasing energy costs, can only be settled fully on a world-wide scale, while other problems such as those involved in the creation of a stable and favourable environment for agricultural and rural development or for industrial development aided by foreign finance and technology will always depend mainly on the policies and actions of the sovereign governments of the ACP States themselves.

{Conclusion}

In concluding, Distinguished co-Presidents, I should like to say what a pleasure it is to be here today,

20

especially since we are in Luxembourg. Luxembourg has for many years played an important part in the movement for closer and more constructive relations between developed and developing countries. The European Parliament has also taken a profound, well informed and increasing interest in the Community's partnership with the developed world as previous meetings of this Joint Assembly have shown.

I should also like to pay a warm tribute to the role which is played by Members of this Consultative Assembly. Thanks to the detailed discussions in the meetings of this Assembly and thanks to the Annual Report of the Council of Ministers, all members of the Consultative Assembly, whether European or ACP, are in a position to be able to inform the people of their respective countries of the substance and of the achievements of Lomé.

In their day-to-day contacts with their national Institutions and Administrations, they have a vital role to play in urging measures which could help to smooth the working of the Convention and to avoid or reduce some of the difficulties which may from time to time be encountered. The Convention can only succeed and develop fully if it is supported wholeheartedly by the 71 States and their peoples, of which you are the representatives. You

(21)

have the important task of maintaining and developing this support and representing the feelings and hopes of your peoples.

I wish the Assembly every success.



ASSEMBLEE CONSULTATIVE A.C.P. - C.E.E.

---

Luxembourg, le 29 septembre 1981

Discours de Monsieur Edgard PISANI  
Commissaire au Développement.

---

Les exigences d'un emploi du temps, à certains égards inhumain, me conduisent à ne faire ici qu'une apparition entre deux réunions de la Commission, qui par la volonté du Conseil et à la demande du Parlement Européen, se consacre à l'élaboration de ce que l'on appelle, la réponse au Mandat.

Je demande à chacun de bien vouloir pardonner le caractère un peu éphémère de ma présence, je le regrette moi-même beaucoup.

*pas de clap*

Le propos que je tiendrai ce matin, ayant déjà eu l'occasion de prendre la parole devant le Comité paritaire, sera essentiellement politique. Mais vous verrez apparaître, ici ou là, des éléments de réponse aux trois rapports que j'ai lus avec un extrême intérêt et dont les auteurs étaient précisément Monsieur Chasle, Monsieur Insanally et Monsieur Ferrero.

La Convention de Lomé, dont nous sommes ensemble les exécutants, les gardiens, mais aussi ceux qui sont chargés de la renouveler, est à la fois un document exemplaire et une esquisse. C'est un document exemplaire dans la mesure où il

a fondé sur le contrat et sur la gestion concertée l'intervention de pays riches dans l'effort que des pays pauvres font pour leur propre développement. La sécurité dans les moyens d'intervention financiers, la prévisibilité, donc la capacité pour les Etats ACP de fonder leur propre développement sur un élément connu et non contestable, la capacité pour ces Etats de choisir eux-mêmes leurs projets plutôt que d'autres, leurs priorités plutôt que d'autres, font que cette Convention n'a pas eu d'égale dans le monde et qu'elle mérite, dans cet esprit, d'être prolongée.

Mais elle est aussi une esquisse, comme toute oeuvre humaine qui a pour objet de s'adapter à une réalité qui change, et nous avons le devoir, tout en la gérant comme il convient, de la renouveler incessamment. Ayant soin de ne jamais abandonner les exigences de la gestion dans la perspective du changement, gérer, approfondir la gestion et préparer l'évolution, sont nos tâches communes.

Mais autre remarque. La Convention de Lomé lie à l'Europe communautaire un certain nombre de pays dont le plus grand nombre est situé en Afrique, dont d'autres sont des îles des Caraïbes ou du Pacifique. Et si nous avons le devoir de considérer nos interlocuteurs comme un ensemble cohérent, nous avons aussi le devoir de prêter attention à la différence qui existe entre eux. Rien ne serait plus absurde que de les diviser, rien ne serait plus dangereux que de les assimiler. Il nous faut à la fois gérer de façon cohérente l'héritage dont nous sommes les gardiens et adapter les interventions à la réalité de chacun. Mais ce qui est vrai à l'échelle de l'ensemble ACP est vrai aussi à l'échelle de l'Afrique puisqu'au aussi bien à l'intérieur même de l'Afrique, les différences sont substantielles qui doivent être reconnues et prises en compte.

Je sais que ce faisant, je cours le risque d'être accusé de vouloir diviser les pays du tiers monde. Et, sous le prétexte de tenir compte de leur réalité, de ne pas tenir compte de leur solidarité. Je veux sur ce point être d'une clarté aussi grande que possible.

Nous considérons que le tiers monde constitue politiquement une entité solidaire qui, dans le débat pour l'organisation du monde, tend à tenir le même discours, exprime les mêmes exigences, les mêmes ambitions. Mais il faut, en même temps que nous soulignons cette unité, savoir que sur le plan technique, sur le plan économique, en matière d'intervention, l'efficacité nous commande une adaptation.

Mais je veux dire aussi que la Convention de Lomé ne constitue pas le seul élément de relation extérieure que la Communauté Economique Européenne entretient avec le tier monde. La Communauté Economique Européenne a noué avec un certain nombre d'autres pays des relations privilégiées, qu'il s'agisse de pays de la Méditerranée avec lesquels elle a signé des protocoles financiers, qu'il s'agisse de pays en voie de développement non associés auprès desquels elle intervient parfois pour les seconder dans leurs propres efforts.

Ainsi, la Convention de Lomé doit-elle être située comme un élément exemplaire, comme un élément perfectible, comme l'un des éléments de la stratégie globale que la Communauté Economique Européenne développe pour camper sa silhouette au travers du monde, pour intervenir pour un meilleur ordre du monde.

La question se pose alors de savoir, sur le plan politique très précisément : dans quel monde sommes-nous ? de quelle Europe s'agit-il ? et pour quelle Afrique, sommes-nous préoccupés ? Je ne veux pas cacher que l'analyse que nous faisons de la situation internationale n'est pas souriante et que les sujets d'inquiétude sont aujourd'hui plus graves que les sujets de satisfaction. Qu'il s'agisse des points chauds qui semblent se multiplier et dont aucun ne semble connaître un atédissement. Qu'il s'agisse du fonctionnement même des relations internationales. Qu'il s'agisse des relations que les puissances entretiennent entre elles, le monde est, pour nous, objet de préoccupation. Et si le dialogue Nord-Sud est apparu pendant un temps comme étant le thème majeur de la relation internationale,

il nous faut admettre aujourd'hui, que le dialogue Nord-Sud est comme marginalisé par rapport aux craintes que suscite l'affrontement toujours menaçant, l'opposition sans cesse grandissante entre les pays de l'Est et de l'Ouest. Et force nous est de constater qu'alors le dialogue Nord-Sud semblait constituer l'élément essentiel de nos préoccupations, les résultats que nous avons obtenus ont été médiocres. Quels seront-ils désormais, alors que le dialogue Nord-Sud n'est plus le centre de notre angoisse, le centre des préoccupations du monde tel que nous le vivons. / Les conférences récentes, qu'il s'agisse de celle de Nairobi, de celle de Paris ; les conférences qui s'annoncent, qu'il s'agisse de celle de Cancun ou de l'Assemblée annuelle des Nations-Unies, ont été l'objet de discussions interminables portant plus sur les procédures que sur la substance. Si la Communauté Economique Européenne ne s'y est révélée solidaire et si les pays du tiers monde ont maintenu solidairement leur position, les conclusions auxquelles ces conférences sont arrivées sont décevantes et rien ne nous laisse espérer que dans un avenir très prochain, les choses évolueront positivement. Mais ce monde, par quoi est-il caractérisé ? Il est en fait caractérisé par une dérégulation générale. Au lendemain de la guerre, dans le cadre de Bretton Woods où un certain nombre de règles du jeu ont été fixées, dont le résultat peut être apprécié diversement : positivement à certains égards, négativement à d'autres. Mais pendant 20 ans ou 25 ans, le monde a connu une croissance constante dans le cadre d'un système monétaire stable. Depuis lors, depuis 10 ans maintenant, le monde ne connaît plus de croissance, le monde n'a plus de système régulateur. Or, un monde sans croissance et sans régulation est plus cruel aux pays les plus pauvres qu'il ne l'est aux pays riches. De surcroît, ce monde, est entré dans une phase d'instabilité stratégique menaçante, de surcroît ce monde a vu se rouvrir un conflit idéologique redoutable dont l'avenir portera peut-être la trace.

Je crois donc qu'entre les moments où les conventions de Yaoundé puis les conventions de Lomé ont été conçues et la date à laquelle nous sommes aujourd'hui, le monde auquel nous appartenons a profondément changé. C'est par rapport à cette situation nouvelle qu'il faut tenter de définir des orientations, qu'il faut tenter aussi de reforger les volontés initiales.

L'Europe étant en crise, l'Europe connaît-elle une situation meilleure ? Je ne sais pas si l'on me pardonnera les propos que je vais tenir. Mais pourquoi ne les tiendrais-je pas alors que je vis quotidiennement la difficulté que l'Europe a d'être elle-même.

Voici quelques mois, quelques années à peine, le Conseil Européen constatant un certain nombre de difficultés d'ajustement, a confié à la Commission des Communautés le soin de répondre à un Mandat abordant la redéfinition, la remise à jour de la Communauté à partir de perspectives budgétaires. Dans une première réponse, la Commission a indiqué quelques linéaments de solution, puis elle s'est remise au travail pour approfondir son propos et il apparaît à l'évidence que la mise au point d'une seconde réponse à ce Mandat constitue pour la Communauté une tâche redoutable. Il est clair que la définition d'une nouvelle politique agricole commune, dans la perspective de l'élargissement et dans le respect des engagements que la Communauté a pris à l'égard de pays tiers, par exemple les pays en voie de développement, il est clair que la définition d'une nouvelle politique régionale, d'une politique énergétique, d'une politique de la recherche, d'une politique industrielle, toutes conditionnées par la redéfinition de la politique agricole, se heurtent à des obstacles redoutables dont le plus redoutable n'est pas la limitation budgétaire, mais peut-être le manque de volonté politique. Et je mentirais aux pays qui représentent ici l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, si je ne leur disais pas que l'Europe qu'ils ont en face d'eux n'est plus l'Europe d'il y a 20 ans, sûre de son destin, fière de sa construction, assurée de ses progrès. L'Europe à laquelle vous avez à faire est une Europe qui s'interroge sur elle-même, à la fois parce que sa croissance est insuffisante, parce que le chômage y est très fort, parce que les engagements qu'elle a pris vont peut-être au-delà des moyens qu'elle veut se donner. Ainsi le dialogue ACP/CEE n'est pas ce qu'il était et il faut en tenir compte, si on veut être objectif et savoir l'avenir que l'on veut construire. L'Europe n'est plus ce qu'elle était et elle ne sait peut-être pas encore exactement ce qu'elle veut être et ce qu'elle sera.

Je voudrais maintenant, faisant ce tour d'horizon, m'interroger sur la réalité de l'Afrique. Si je ne parle pas en détails du

(2)

problème des Caraïbes et du problème du Pacifique, ce n'est point qu'ils sont absents de mon esprit c'est parce que, finalement, la réalité la plus massive de cet ensemble ACP ici représenté, est constitué par l'Afrique. Et en définitive, les problèmes posés par le Pacifique ou les Caraïbes, peuvent être déduits d'une certaine façon, avec tous les ajustements nécessaires, de ce que nous pouvons dire sur la réalité africaine. L'Afrique est un continent menacé.

2 Ainsi donc le destin aura voulu, si je reviens un instant en arrière, que l'Europe, l'un des continents les plus menacés, s'associe avec l'Afrique, continent menacé, pour construire avec elle un destin acceptable.

Pourquoi l'Afrique est-elle un continent menacé ? D'abord parce que comptant aujourd'hui 400 millions d'habitants elle en comptera 800 millions à la fin du siècle et que parallèlement 25 à 30 millions d'hectares aujourd'hui productifs de denrées alimentaires auront été transformés en désert. Parce que le taux d'auto-suffisance alimentaire de l'Afrique, déjà critique il y a 10 ou 20 ans, le sera bien davantage dans 20 ans. L'Afrique dépendra, dans 20 ans, pour près de la moitié de sa subsistance d'importations qu'elle n'est pas sûre de pouvoir payer.

Pourquoi en sommes-nous là ? Et pourquoi n'avons-nous pas su ou n'avons-nous pas pu, dans le passé, porter remède à cette situation ? Ce n'est pas que nous ayons compté nos efforts, ce n'est pas que les pays eux-mêmes d'Afrique n'aient pas entrepris un effort à certains égards méritoire, c'est que peut-être inhabiles dans notre analyse et maladroits dans nos comportements, nous n'avons pas toujours ajusté notre effort, et les pays d'Afrique n'ont pas appliqué leur priorité aux problèmes qui étaient les plus urgents et les plus immédiatement solubles. Il est clair que l'Afrique s'est laissée prendre au mirage de l'industrialisation avant de résoudre le problème élémentaire de l'agriculture et de l'alimentation. Il s'en est suivi une série de désordres tels que la diminution de la capacité alimentaire, mais aussi l'urbanisation qui agglutine dans les mêmes lieux des bouches à nourrir alors que se vident progressivement les arrières-pays desquels devait provenir la subsistance.

De surcroît, il faut prendre en compte l'agglutinement dans les villes d'une quantité considérable de personnes, de familles avec un taux démographique dément ; d'ailleurs le rapport Ferrero souligne que le taux de croissance démographique est de 10% dans certaines villes alors qu'il n'est pas de 2% dans les campagnes. Cet agglutinement a eu un effet complémentaire : l'adoption dans ces pays de modèles de consommation et bientôt des modèles de production qui ne pouvaient pas répondre aux besoins de ces pays dans l'état qui était le leur.

Pardonnez-moi ce tableau, mais pourquoi participant avec d'autres, avec vous, à la responsabilité de l'analyse puis de la solution de ces problèmes, je ne viendrai pas vous dire, la première vue que j'ai prise du domaine qui est le nôtre.

Est-ce que cela comporte critiques à l'égard de ceux qui avant nous ont combattu contre le mal qu'il s'agit de vaincre. Je jure et je jure de toute la force de ma conviction, qu'à aucun instant l'analyse que je viens de faire ne comporte de critiques à l'égard des hommes. J'ai pour mes prédécesseurs, pour Claude Cheysson en particulier, j'ai pour mon administration, la Direction générale VIII, j'ai pour les hommes politiques d'Afrique qui se battent, j'ai pour les experts qui cherchent, une profonde considération. Ils ne pouvaient pas imaginer quelle serait l'évolution du monde. Mais maintenant que nous savons ce qu'elle est, il nous faut adapter notre politique. Et je crois que notre première tâche est de nous interroger pour savoir qu'elle est la définition que nous pouvons donner du terme de développement.

Quelle articulation établir entre nos modes d'intervention : aide au développement et aide alimentaire. Quel est en définitive, le rôle que chacun d'entre nous peut jouer dans ce combat qui n'est pas désespéré, qui est seulement dramatiquement difficile et qui commande l'avenir de chacun de nos pays, mais aussi l'avenir de l'humanité entière.

L'analyse que je vais faire révélera deux certitudes.

La première c'est que l'intervention de l'Europe en Afrique, dans le Pacifique et les Caraïbes, est à la fois une intervention intéressée et désintéressée. Si elle n'était qu'intéressée, elle serait indigne, si elle n'était que désintéressée, elle serait sans lendemain. C'est dans la mesure où nous intervenons dans ces pays à la fois parce que nous y avons intérêt mais aussi parce que nous ressentons la solidarité, que le système que nous construisons et que nous gérons a quelque chance d'être efficace et durable. Je ne crois pas à la charité durable des Nations et des Etats. Je ne crois pas à l'efficacité suffisante des interventions généreuses. Je ne crois pas non plus à la capacité de l'intérêt seul, à résoudre les problèmes du monde.

Qu'est-ce que le développement ? Et on me permettra ici en m'excusant, de me référer à une image tirée de la philosophie platonicienne. Quel a été le grand apport de Socrate à l'histoire de la pensée humaine ? Il a été ce qu'il est convenu d'appeler la maïeutique. La maïeutique, c'est-à-dire l'art de permettre à l'autre de se connaître lui-même et se connaissant lui-même, de devenir l'égal du premier. Il y a dans la maïeutique un principe fondamental qui est le respect de celui qui sait pour celui qui ne sait pas encore parce qu'il est homme. Il y a dans la contribution des hommes développés au développement des autres, l'affirmation fondamentale que le développé considère l'autre comme son égal et veut lui donner les moyens de cette égalité. L'approche consistant à considérer que cette égalité ne se réalisera pas sont l'une et l'autre absurdes. Il y a l'affirmation fondamentale d'une égalité potentielle qu'il reste à construire et donc d'une égale respectabilité de l'un et de l'autre. Respecter l'autre, lui demander de se connaître lui-même, c'est d'abord renoncer à lui imposer un modèle de développement. C'est lui donner les moyens de se découvrir lui-même, c'est-à-dire à la fois ses besoins et ses ambitions, ses capacités et ses rêves, ses impossibilités et ses volontés. Or en dépit de nos affirmations, nous n'avons pas toujours réalisé ce propos. Et nous ne l'avons pas réalisé à la fois par



orgueil ou par indifférence, par ignorance, mais aussi peut-être par erreur de méthode. Nous avons approché le développement des pays en voie de développement, parce que nous avons appelé les projets. En définitive, nous avons essayé d'isoler dans leur réalité des problèmes aussi semblables aux nôtres que possible pour leur apporter des réponses aussi semblables aux nôtres que possible. Et cela flattait tout le monde. Cela donnait lieu à l'intervention de bureaux d'études très savants, à des proclamations, à la pose de la première pierre, à inauguration, cela donnait lieu à toute cette comédie humaine que nous connaissons bien et dont nous sommes des acteurs tout à tour amusés et complices.

Je ne dis pas que l'approche par projets n'a pas sa vertu. Je ne dis pas que finalement l'autre approche, celle dont nous allons parler, n'aboutira pas à la mise au point de projets. Je dis que le projet ne peut pas être isolé. Il n'est que le mode d'expression d'une vision globale, du devenir d'un peuple. Et déjà depuis deux ou trois ans apparaît ici ou là dans la littérature spécialisée le concept de stratégie globale, stratégie énergétique globale, stratégie alimentaire globale. Dans ce cadre l'apport extérieur peut devenir utile car il contribue à la construction d'une réalité intégrée et non pas à l'inauguration d'un chantier qui risque de devenir demain une cathédrale vide.

Je reviens à mon propos sur la stratégie alimentaire. Il est clair que pour l'Afrique, la croissance démographique d'une part, le ralentissement ou la stagnation de la production alimentaire d'autre part, font que le niveau d'auto-satisfaction sera moins qu'il n'est alors qu'il est déjà moindre qu'il n'a été.

Et dans ces conditions, la question se pose de savoir quel effort il est possible d'accomplir pour lutter contre cette dégradation et dans quel cadre. Il y a d'abord le problème de l'affrontement entre les grands projets et les micro-projets, entre les oeuvres de travaux publics et les aménagements intégrés. Sur ce point, je

crois que l'arbitrage est désormais assez clair. S'il est vrai que là ou ailleurs, les grands projets sont nécessaires, il est d'abord vrai qu'il faut donner à l'agriculteur, là où il existe, là où il avait l'habitude de travailler sur cette terre qu'il connaît, les moyens de mieux vivre et de mieux produire, de mieux subsister. Il est vrai que l'organisation des agriculteurs, pour qu'ils constituent entre eux des moyens de stockage, qu'ils créent entre eux des moyens de vulgarisation que peut-être demain ils développent entre eux des moyens de commercialisation. Tout cela constitue désormais l'oeuvre prioritaire. Il est clair que cette oeuvre est moins spectaculaire, plus difficile, plus consommatrice du temps de l'homme, mais il est clair qu'un développement qui n'entraîne pas une population entière dans le progrès mais seulement quelques bénéficiaires que l'on installe sur un périmètre d'irrigation, n'est pas tout à fait un développement. Et c'est dans cette perspective d'une stratégie alimentaire concernant l'ensemble du peuple rural, l'ensemble du système de production, l'ensemble des terres maîtrisables, que se situe l'avenir du développement. Parallèlement à ce travail, la programmation, la planification nationale, la stratégie alimentaire nationale exigent d'autres décisions souvent difficiles à prendre. Il y a parfois, souvent contradiction entre l'effort d'investissement et de production que l'on fait d'un côté et la politique des prix que l'on suit de l'autre.

Il y a parfois, il y a souvent contradiction entre l'effort de production que l'on met en place et l'absence de système commercial que l'on développe. Avoir une stratégie alimentaire, c'est faire progresser le tout du même pas, afin que la politique des prix ne détruise pas l'oeuvre d'investissement.

Faudra-t-il citer des pays dans lesquels tel périmètre d'irrigation a eu pour résultat essentiel de favoriser le marché noir aux frontières. Faut-il citer tel autre pays dans lequel l'investissement massif a eu pour résultat de favoriser ce qu'en langue anglaise on appelle les "land Lords" au dépit, au détriment des paysans les plus pauvres.

Faut-il rappeler que la révolution verte dont on a fait tant de cas, et qui a valu un prix Nobel à celui qui en était l'inventeur technique, a provoqué des catastrophes sociologiques et économiques dans un certain nombre de pays, faute d'avoir été maîtrisée comme un phénomène global.

Si nous ne parvenons pas, dans cet effort de maïeutique dont je parlais tout à l'heure, à faire en sorte que ces apports extérieurs ne deviennent que les éléments modestes d'un effort national cohérent, alors le développement restera chose décevante. Mais si nous ne parvenons pas de surcroît, et je me réfère ici au rapport Chasle, à ce que le développement intégré par effort global, n'aboutit pas à la prise en compte de l'homme, de la communauté des hommes, de sa culture, comme une des dimensions essentielles, alors le développement n'aura pas réussi.

En d'autres termes, le problème qui nous est posé, n'est pas celui d'apporter de l'extérieur les instruments artificiels d'un développement économique qui est fait pour nous, mais de mettre à la disposition de chacun de nos pays, les instruments dont il a besoin, par une course plus rapide que la nôtre, de nous rattraper suivant ces voies et non pas suivant les nôtres.

Je pourrais développer sur la stratégie énergétique des propos identiques à ceux que je viens de tenir sur la stratégie alimentaire, et je pourrais à cet égard, parler longuement de la conférence de Naïrobi et de cet espèce de cauchemar que représentait l'exposition des techniques à laquelle il m'a été donné de faire visite. D'un côté d'immenses bâtiments où les pays les plus orgueilleux du monde étalaient leurs capacités pour se faire concurrence l'un à l'autre et sous prétexte d'aider les plus pauvres ; qu'y avait-il de commun vraiment, entre certaines technologies présentes à Naïrobi et les problèmes des Kenyans, des Tanzaniens ou des Ethiopiens présents à quelques encablures. Cette exposition aurait eu sa place, à Paris, à Rome ou à New York ou Athènes peut-être, elle n'avait pas sa place dans ce cadre alors qu'à quelques pas, dans un coin, il y avait le

modeste effort de quelques hommes de terrain qui montrait comment, à peu de frais, à la condition d'y songer et de le vouloir, il était possible d'économiser la moitié ou les deux tiers du bois que les Africains consomment pour la cuisson de leurs aliments et nous nous trouvions là à la fois devant l'un des problèmes les plus graves du monde, et devant sa solution.

La nature est en équilibre avec les hommes. Et le jour où les hommes prélèvent sur la nature plus que la nature ne peut donner, la nature dépérit. Et la nature dépérit de plus en plus vite. L'Afrique est en train de dépérir parce que le prélèvement que les hommes font sur les forêts est supérieur à la capacité des forêts à recréer du bois. Il n'est pas besoin de faire des investissements immenses. Il suffit d'obtenir que les hommes prélèvent moins sur la forêt pour que la nature reprenne le dessus. Et qu'alors l'équilibre ait des chances de se retrouver.

La démonstration que j'ai voulu faire est à la fois tournée vers la nécessité de partir de la base et de la nécessité de mettre en place des politiques cohérentes dans lesquelles, modestement, l'Europe prendrait alors sa place pour réaliser le modèle de croissance dont les pays ont besoin et non pas pour transférer son modèle de consommation et de production.

Pour faire cela, nous avons à vaincre beaucoup d'ennemis. Des ennemis historiques, contre lesquels nous ne pouvons pas grand chose dans l'immédiat mais qu'il nous faut connaître.

Le monde connaît actuellement deux inadéquations fondamentales. L'une est de nature démographique, l'autre est de nature technologique. Démographiquement, les familles africaines, les familles du tiers monde continuent à compter un nombre d'enfants égal à celui qui était nécessaire lorsque la moitié de ces enfants mourrait en bas âge. Alors que l'amélioration de la santé fait que les enfants ne meurent plus en bas âge, nous avons le cumul d'une démographie héritée du passé et d'une santé héritée de l'effort qui a été entrepris.

Aussi la croissance démographique dépasse trois pour cent. Chiffre dément, qui ne s'est jamais vu dans l'histoire du monde.

Il est clair que dans une génération, prenant l'habitude que les enfants survivent, les familles naturellement deviendront moins nombreuses et la courbe de la population s'infléchira. Mais pour l'instant, nous cumulons les avantages d'une nécessité biologique passée et d'une victoire biologique présente.

La deuxième contradiction est de nature technologique. Par la radio, les voyages, les journaux, le qu'en dira-ton, les technologies les plus sophistiquées pénètrent les esprits, deviennent une exigence et les pays du tiers monde veulent accomplir des bonds technologiques, alors que nos pays ont suivi la longue et lourde marche de la conquête progressive de ces technologies. Et il y a parfois contradiction entre la réalité sociologique de ces pays et le transfert instantané, sans précaution, de technologies non adaptées. Qu'est-ce que c'est qu'une usine d'un certain niveau technologique, dans un pays où l'analphabétisme est encore très puissant. C'est une enclave parfaitement artificielle, qui bénéficie à quelques-uns sans entraîner la masse. Il eut mieux valu consacrer ces sommes à la montée en masse du niveau culturel, du niveau éducationnel, du niveau de capacité professionnelle. Qu'on ne me fasse pas dire que les technologies évoluées ne sont pas destinées à ces pays. Cela veut dire qu'ils y ont droit, mais par le cheminement de la formation des hommes qui en deviendront les maîtres au lieu d'en devenir les esclaves. Que d'erreurs n'ont pas été commises qui ont un coût cher. Argent qui aurait été mieux utilisé si l'on avait pris dix ans de plus, pour réussir l'ambition que l'on avait.

Cette contradiction démographique et cette contradiction technologique sont les obstacles auxquels nous nous heurtons. On me pardonnera d'être ici plus encore que précédemment, un homme politique, en évoquant l'espèce de frénésie idéologique des tenants de l'économie marchande.

On feint de croire qu'il suffit de mettre en place des marchés, des entreprises, de donner libre champ aux acteurs économiques pour que le développement s'en suive. On feint d'oublier qu'en économie de marché, c'est le plus fort qui gagne. Et notre objet est précisément que le plus faible ne meurt pas.

Que le marché soit un mécanisme utile, qu'il permette la régulation économique, sans doute, sûrement, aucun d'entre nous ne saurait le nier. Mais livrer l'économie d'un peuple tout entier, l'économie de tout un continent à la seule économie marchande sans prendre en compte tous les problèmes d'environnement, sociaux, de culture, est une supercherie qui conduirait les pays à des catastrophes pire encore que celles qu'ils ont jusqu'ici connues.

Le système sur lequel Lomé a été fondé, cette coopération de l'Europe au développement de l'économie publique, elle-même susceptible d'entraîner sous certaines conditions le développement de l'économie privée, me paraît être la seule voie suivant laquelle nous pouvons conduire cette lutte contre la pauvreté, cette lutte contre la misère.

Il me faut maintenant, sur ce propos très politique, tenter de conclure. Je voudrais d'abord indiquer que pour faire face aux problèmes qui ont été révélés par la Conférence de Paris, pour répondre à l'initiative du gouvernement d'un pays membre, et sur la commande que lui en a fait le Conseil de ministres, la Commission présentera dans les semaines prochaines, un plan d'intervention d'urgence qui permette d'éponger certaines des situations les plus inacceptables et qui permette d'amorcer un développement plus rapide dans les pays qui souffrent le plus de la faim ou de la misère. Je reprendrai mon commencement pour dire que la Convention de Lomé est un élément positif, utile, décisif, qu'il s'agisse de l'intervention directe du Stabex, du sysmin, de l'aide alimentaire. Mais sous prétexte qu'elle constitue un ensemble cohérent, nous n'avons pas le droit d'avoir bonne conscience, nous avons le devoir de nous demander si cet ensemble a atteint les objectifs que nous lui

proposions et si nous ne pouvons pas améliorer son rendement en rendant le développement des pays autres, c'est-à-dire en définitive, plus efficace.

Gérer, gérer mieux, préparer l'avenir tel sera le thème suivant lequel la Commission, par votre serviteur, collaborera avec les institutions de la Convention de Lomé, en vous interrogeant parfois pour savoir si vos méthodes de travail ne pourraient pas être améliorées. En vous interrogeant parfois, pour que vous nous disiez si nos méthodes de travail ne peuvent pas être améliorées.

J'ai voulu décrire une démarche prospective, c'est-à-dire une démarche suivant laquelle on ne déduit pas sa décision d'aujourd'hui de la décision d'hier, mais de la volonté de demain.

—oOo—

## TIMECODE

## SHOT DESCRIPTION

From

To

Hr

Min

Sec

Hr

Min

Sec

VI 735 -

VF 087

6 ST 16 mm COULEURS + SEPMAG

01 3 02

ST 1669 - Assemblée consultative ACP / CEE. Discours de  
Simone VEIL, Douglas HURD avec la participation  
d'Edgar PISANI

15 57

12'55"

Luxembourg

28-30.09.81

02 16 08

ST 1686 - Remise de la médaille d'or Robert SCHUMAN  
à M. Emile NOEL, secrétaire général de  
la Commission des C.E.

32 26

16'19"

Montigny-les-Metz

25.10.81

03 32 29

ST 1672 - Conférence de presse de M. Edgar PISANI

39 07

Commissaire européen, sur la faim dans le monde  
6'38" Bruxelles 10.10.81

04 39 17

ST 1721 A - Conférence des Etats francophones d'Afrique  
de l'Ouest avec la participation de M. Edgar  
PISANI

43 09

3'52"

Dakar

17.12.81

05 43 20

ST 1721 B - Signature du Traité d'unification Sénégal-Gambie  
1'19" Dakar 17.12.81

44 38

1'19"

Dakar

17.12.81

06 44 49

ST 1741 - Ville de Tokyo : bourse, transports publics  
banques, rues

59 44

14'55"

Tokyo

12.02.82



NEWS... PLANNING  
Brussels (02) 235.21.23  
Fax. (02) 230.12.80

BUREAU DE PRODUCTION  
(02) 299.90.10  
TELEX 61979 (comrtv b)

## VIDEO TAPE RECORDING REPORT

VHS + Burnt In T/C fait le : .....

Archive Fiche de Travail No : .....

DISPOSAL INSTRUCTIONS Likely to be of interest to archives yes / no

Erase After ..... 19 ..... / Refer To ..... / Other .....

ERASURE AUTHORISED BY : Production : Archives : Responsable :

## NOTES

TECHNICAL DETAILS Line up is EBU bars (75 % chroma 100 % lum and Odbm tone), 625/50 PAL/COMPONENT

Record Machine No : (VPR 305/ACR 225/KRM 800/CVR 70/CVR 75/ BVU 800/BVW 40/VPR2/ )

Camera \_\_\_\_\_ Engineer/Cameraman \_\_\_\_\_ Source M/C \_\_\_\_\_

Timecode VITC T/C Yes/~~No~~ LTC T/C Yes/~~No~~ (track 3/.....) User Bits ? .....VITC IDENTICAL TO LTC : Yes/~~No~~ LTC : VITC

Sound Noise Reduction System :

TRACK 1	mute/sync/	INTER	X	ON/OFF
TRACK 2	mute/sync/	"	X	ON/OFF
TRACK 3	mute/sync/	"	X	ON/OFF
TRACK 4	mute/sync/	"	X	ON/OFF

### Transmission Details

Clock : Yes/No Vision Completed : .....

Sound Completed : .....

FEC TV STUDIOS Brussels

Tape No :

~~BETACAM/BETACAM SP/MI~~  
~~1"G(D2/BVU(HB))~~/ .....

✓ 735

Prod No :

~~ORIGINAL/MASTER/COPY~~

~~COPY OF~~

Date : 6/7/95

Prog. No :

Responsable : .....

TITLE :

Prog. No : VI 735- Responsible : *TI*  
TITLE : Transferts film  
(VE 87)

Version/Language :

For :

Duration :

Sound	Noise Reduction System :	Mark identical	Noise Re-	Technical Report
-------	--------------------------	-------------------	--------------	------------------

## TABLE CONTENTS

[illegible]